

Louis GILL
Économiste retraité de l'UQAM

1985

Sur le “*Le socialisme sans Marx*” d’Alec Nove

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois retraité de l’UQAM

Sur “*Le socialisme sans Marx*” d’Alec Nove

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Louis Gill, Sur “*Le socialisme sans Marx*” d’Alec Nove.

Contribution rédigée à l’occasion du séjour d’Alec Nove à l’UQAM en tant que professeur invité pour la session d’automne 1985. Montréal : département des sciences économiques, 9 août 1985. Cahier No. 8518D, 75 pp.

Louis GILL est professeur au département de sciences économiques de l’UQAM. Spécialiste des économies socialistes, il a publié plusieurs ouvrages sur la théorie économique marxiste, l’économie internationale et les modèles de concertation.

gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 27 juin 2003 à Chicoutimi, Québec.
Texte corrigé le 3 janvier 2005.



Table des matières

Introduction

1. - Que tirer de Marx ?
 - a Le socialisme comme nécessité historique
 - b Le cadre mondial
 - c L’aboutissement d’un processus
 - d Le « socialisme réalisable » de Nove
 - e Des « idées lacunaires et trompeuses » ?
2. - La question de la rareté
 - a Un obstacle à surmonter
 - b Un enjeu pour la société
3. - Le calcul économique nécessaire
 - a La question de « l’économie politique »
 - b Une interprétation abusive de Marx et Engels
 - c Calcul économique et loi de la valeur
 - d La place de la valeur d’usage
 - e Marx, source de confusion ?
4. - Les problèmes pratiques du calcul économique
 - a Des solutions théoriques existent
 - b D’importants problèmes pratiques se posent
 - c Sont-ils insurmontables ?
5. - La coexistence du plan et du marché
 - a Une nécessité de la période de transition
 - b Une lutte entre deux systèmes sociaux
6. - Démocratie et gestion planifiée
 - a La fausse alternative « marché/bureaucratie »
 - b La nécessaire conquête de la démocratie
 - c Mission impossible ?
 - d Quelques contradictions
 - e Gouvernement des hommes et administration des choses

- 7. - [Les forces motrices du changement social](#)
 - a [L'action revendicative](#) : moteur ou obstacle ?
 - b [Des revendications excessives](#) ?
 - c [Le « changement » imposé d'en haut !](#)
 - d [Aller à droite « pour gagner le centre »](#)
 - e [Un « socialisme » qui « minimise la lutte des classes »](#)

- 8. - [« Small is beautiful »](#)
 - a [Plan, marché et taille des unités](#)
 - b [L'échelle, facteur décisif ?](#)
 - c [L'atomisation, instrument du statu quo](#)
 - d [« Small is beautiful » et « socialisme » du pauvre](#)

- 9. - [La « Voie hongroise »](#)
 - a [Le contenu du « Nouveau mécanisme économique »](#)
 - b [Quel succès économique ?](#)
 - c [Le remède : pousser plus loin la réforme ?](#)
 - d [Pas d'autre issue que la « voie hongroise » ?](#)

[Cahiers de recherche récents](#), UQAM.

Sur « Le socialisme sans Marx » d'Alec Nove

Louis Gill

Professeur régulier
Département des sciences économiques
Université du Québec à Montréal
Cahier No. 8518D

Contribution rédigée à l'occasion du séjour
d'Alec Nove à l'UQAM en tant que
professeur invité pour la
session d'automne 1985

Le 9 août 1985

[Retour à la table des matières](#)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Dans un livre publié en 1983, intitulé *The Economics of Feasible Socialism*¹ et dont la version française parue la même année porte le titre *Le socialisme sans Marx*², Alex Nove, soviétologue réputé³ de l'Université de Glasgow, expose ses vues sur ce qu'il appelle le « socialisme réalisable ». Dans la recherche d'un tel « socialisme réalisable », argumente-t-il, l'apport théorique de Marx n'est d'aucune utilité ; il constitue plutôt un obstacle.

Le « socialisme réalisable » que décrit Nove sera fondé sur la coexistence du plan et du marché, de l'entreprise étatique, coopérative et privée. Il y aura prédominance de la propriété étatique, sociale et coopérative et absence de propriété privée des grands moyens de production. Les grandes décisions d'investissement seront prises centralement. Par contre on privilégiera les décisions sectorielles chaque fois que cela sera possible et on encouragera le fonctionnement des unités à petite échelle, la direction de ces unités étant responsable devant le personnel. On visera à déterminer la production et la

¹ A. Nove, *The Economics of Feasible Socialism*, Allen & Unwin, Londres, 1983.

² A. Nove, *Le socialisme sans Marx*, Economica, Paris, 1983.

³ Nove a publié plusieurs ouvrages dont *The Soviet Economy*, Allen & Unwin, Londres, 1961 (traduit en français et publié par Economica, Paris, 1981) ; *An Economic History of the USSR*, Allen Lane, Penguin Press, Londres, 1969 ; *The Soviet Economic System*, Allen & Unwin, Londres 1977. Il a été rédacteur en chef de la revue *Soviet Studies* des années 1960 à 1982. Il a dirigé l'Institut d'études soviétiques et est-européennes de l'Université de Glasgow.

répartition des biens et services par voie de contrats négociés entre les parties concernées. Cela signifie l'existence d'un marché concurrentiel dont les règles et les limites seront fixées par l'État. Certains secteurs (éducation, santé, etc.) seront gérés en dehors des normes marchandes. Le calcul économique et les critères de rentabilité subsisteront ailleurs dans l'économie. Les travailleurs devraient être libres de choisir la nature de leur emploi. Les inégalités sociales vues comme indispensables « pour susciter l'effort nécessaire d'homme libres », subsisteront. L'échelle des rémunérations sera influencée par l'offre et la demande. La distinction entre gouvernants et gouvernés subsistera dans un contexte où les abus de pouvoir devront être balisés et on recourra au maximum aux consultations démocratiques.

Tel est brièvement esquissé l'essentiel du contenu du « socialisme réalisable » que définit Nove. Il faut insister sur le fait, précisément parce que Nove lui-même le souligne à plusieurs reprises, que la société qu'il décrit et définit comme le « socialisme réalisable » est accrochée à un horizon temporel, « l'horizon de vie d'un enfant déjà conçu ». Elle doit être « concevable » dans les limites de cet horizon et en conséquence, dit-il, elle « ne doit pas reposer sur des hypothèses extrêmes, utopiques ou outrées ».

De telles hypothèses seraient précisément, selon Nove, celles qu'on retrouve chez Marx qui, en définitive, « n'avait pas grand chose à dire de l'économie du socialisme ». ⁴ « Le peu qu'il en a dit », ajoute Nove, était « soit hors de propos soit directement fallacieux » ⁵ Ses enseignements en conséquence ne sont d'aucune utilité pour l'étude d'un socialisme réalisable. Dans les faits ils constituent plutôt un obstacle en raison des illusions romantiques et idéalistes qu'ils entretiennent. Marx, dit-il, a parlé d'une société sans classe, sans État, supposant l'abondance, où le marché a fait place à la production et à la répartition planifiées par les producteurs librement associés, où la valeur a fait place au calcul direct du temps de travail, d'où la monnaie a disparu de même que les autres catégories marchandes, où le gouvernement des hommes a fait place à l'administration des choses. Or, explique Nove, toutes ces présomptions, fruit de « l'imagination romantique de Marx », relèvent de l'utopie et de la chimère. L'œuvre de Marx, dit-il, ne comporte aucune suggestion sur la manière dont la société socialiste pourrait organiser son fonctionnement de manière rationnelle. En conséquence, l'héritage de Marx ne permet d'aucune manière d'aborder les problèmes réels du socialisme « du fait qu'il exclut la possibilité même de l'existence de ces problèmes ». ⁶ « La pensée de Marx, conclut Nove, est devenue un obstacle aux analyses de l'économie de n'importe quelle sorte de socialisme réalisable ». ⁷

⁴ A. Nove, op. cit., p. 15.

⁵ Ibidem.

⁶ Idem, p. 74.

⁷ Idem, p. 75.

I -

Que tirer de Marx ? Introduction

Qu'est-ce que la théorie marxiste nous apprend sur le socialisme et les problèmes pratiques de sa construction ?

a) Le socialisme comme nécessité historique

[Retour à la table des matières](#)

Au niveau le plus général d'abord, celui de la marche de l'histoire, le socialisme est un stade de l'évolution historique de la société, qui intègre les acquis du stade précédent et fournit les moyens de les dépasser. À un certain point de développement historique, ce stade devient nécessaire, tout comme le capitalisme avant lui est devenu nécessaire pour surmonter les limites atteintes par les vieilles institutions féodales.

Au stade avancé du capitalisme, une situation contradictoire s'est développée. Le formidable développement des forces productives réalisé par plus

de deux siècles d'organisation capitaliste de la production a créé la possibilité matérielle de l'émancipation économique de la population mondiale. Pourtant, on voit persister famine et pauvreté. On voit les gouvernements capitalistes subventionner les producteurs agricoles pour les amener à réduire leur production afin de soutenir les prix et de garantir les profits pendant que des populations entières sont décimées par la famine. Les découvertes scientifiques et les progrès incessants de la technologie fournissent les moyens de l'allègement des tâches, de la réduction du temps de travail tout en améliorant le niveau de vie. Pourtant on voit croître le chômage, se dégrader les conditions de vie et de travail, à la fois comme conséquence et comme condition de la rentabilité nécessaire à la marche de l'économie capitaliste fondée sur l'intérêt privé et le profit.

Envisagé sous cet éclairage, le socialisme ne saurait être compris comme une simple variété de capitalisme amélioré, « civilisé », visant par exemple une meilleure répartition des revenus, mais laissant survivre la propriété privée des moyens de production, la primauté de l'intérêt individuel, la concurrence et le profit comme fondements du régime, c'est-à-dire les racines mêmes de l'exploitation, des inégalités, etc.

Il s'impose au contraire comme successeur historique nécessaire d'un régime qui a fait son temps, devenu inapte à développer les forces productives dans l'intérêt de l'humanité. Il s'impose comme moyen indispensable pour triompher du marché, du chômage, de la famine, des inégalités. Il implique un combat où s'affrontent des intérêts diamétralement opposés.

Quel chemin empruntera la transition du capitalisme au socialisme ? Combien de temps durera-t-elle ? Le processus ira-t-il jusqu'à sa conclusion ?

Il va sans dire que nul ne peut répondre avec certitude à ces questions. Dans l'histoire de l'humanité, l'immense complexité de la réalité déborde toujours les prévisions de la théorie. La *nécessité*, expression des lois que l'analyse scientifique dégage, se manifeste toujours sous la forme du hasard, du *contingent*. Le fait que la révolution prolétarienne mondiale ait commencé en octobre 1917 avec la révolution bolchévique, par exemple, est l'expression *fortuite* ou *contingente* de la *nécessité* historique du socialisme. La révolution d'Octobre est ainsi devenue le point de départ (contingent) de la marche de l'humanité au socialisme, nécessité historique dont l'heure de la réalisation est entièrement contingente. Il n'y a aucune automaticité dans cette marche, ni même aucune certitude de l'atteinte du but. La nécessité contient elle-même la possibilité de son contraire. Cela s'est exprimé, dans la tradition socialiste, dans l'alternative « socialisme ou barbarie ».

La nécessité du socialisme désigne avant tout un combat à mener, dont l'issue comme celle de tout combat -n'est jamais connue de manière certaine à

l'avance. La voie de la transition est donc destinée à être marquée de victoires et de défaites, d'avancées, de retours en arrière, de rythmes différents d'un pays à l'autre. Le cheminement empruntera une voie qui sera tout sauf un cheminement linéaire, rectiligne.

b) Le cadre mondial

[Retour à la table des matières](#)

Les événements se déroulant nécessairement à l'échelle mondiale dans une situation d'interdépendance générale où chaque pays est étroitement lié aux autres, où chaque économie est intégrée dans le marché mondial, les pays arrivés les premiers à la révolution socialiste sont destinés à souffrir de leur isolement. Le poids de cet isolement sera d'autant plus lourd que leur importance relative dans l'économie mondiale sera plus faible. Ils seront à la fois limités dans les mesures à mettre en oeuvre pour avancer dans la voie du socialisme, et menacés de se voir imposer d'importants reculs sur les plans politique et économique et cela, tant que les forces productives dominantes demeureront concentrées dans les pays dominés par le capital. Tout espoir réel de construction de « socialismes autarciques » est ainsi pure illusion. Même une grande puissance économique comme l'URSS, flanquée de ses satellites d'Europe de l'Est au sein d'un « marché commun socialiste », le COMECON, est incapable de se soustraire du réseau d'interdépendance mondiale. Elle subit d'abord et avant tout la supériorité technique des pays capitalistes industrialisés qui la force à s'intégrer dans le marché mondial dominé par le capital, notamment pour s'approvisionner à moindres coûts en moyens techniques produits avec une plus grande efficacité à l'ouest. Elle est poussée par les forces économiques à entretenir des relations commerciales et financières avec les pays capitalistes. Ses satellites d'Europe de l'Est, encore plus qu'elle, sont sensibles à ces forces qui les poussent presque naturellement à se rattacher au reste de l'Europe en raison de liens géographiques et historiques. La loi de la valeur, qui joue pleinement au niveau du marché mondial, et que l'économie planifiée s'efforce de dominer, fait donc sentir bon gré mal gré sa présence et exerce une influence déterminante sur la formation des prix à l'intérieur même de l'économie planifiée, même si celle-ci réussit à en atténuer l'effet direct grâce au monopole d'État du commerce extérieur.

Il ne saurait y avoir d'autarcie économique, même à l'intérieur de grands ensembles. Les possibilités d'avances réelles dans la voie du socialisme seront d'autant moindres que l'environnement capitaliste demeurera dominant, que les principales forces productives seront toujours sous l'emprise du capital. Et il va de soi que les acquis réalisés dans la voie de la révolution sociale seront d'autant plus menacés de reculs, voir de renversement, que le degré de domination du capital sera plus élevé. Il serait illusoire de croire que, pays par pays et de manière relativement isolée du reste, puisse se construire la société

nouvelle. Dans un contexte d'interdépendance générale qui est celui du capitalisme avancé, tout est influencé par tout. Le sort des pays d'Europe se joue autant en Amérique, au Japon et dans les pays dominés qu'en Europe même. Une victoire de Solidarnosc en Pologne ou du peuple du Nicaragua sur la dictature de Somoza a un effet d'entraînement important sur la classe ouvrière chilienne comme pour les mineurs britanniques et l'ensemble de l'opposition à la bureaucratie dans les pays de l'Est. À l'inverse, les défaites font sentir de la même manière leur effet déprimant.

c) L'aboutissement d'un processus

[Retour à la table des matières](#)

Le processus de la transition se déroulant de cette manière complexe qui est celui du développement de la lutte des classes, on peut comprendre qu'il serait impossible d'en prévoir à l'avance le cheminement et a fortiori la durée.

On désigne généralement la période de 250 ans qui s'étend de 1500 à 1750 comme la période charnière entre l'époque féodale et l'époque capitaliste. Il faudra ensuite encore plus de cent ans pour que le capitalisme s'enracine profondément dans toute l'Europe et commence à émerger comme système mondial en voie d'intégration. Combien d'années s'écouleront entre la révolution de 1917 et le moment où un nombre suffisamment élevé de pays industrialisés dominants auront accompli une révolution sociale pour qu'on puisse parler de l'accession à une nouvelle époque historique, celle du socialisme ? Le monde atteindra-t-il jamais ce stade ? Dégènera-t-il plutôt dans la barbarie, ou se désintégrera-t-il dans une guerre nucléaire ? Ces questions sont bien sûr loin d'être sans intérêt, mais elles demeurent essentiellement d'ordre spéculatif. Il faut surtout comprendre qu'il s'agit d'un processus, d'un combat dans lequel interviennent des individus et des classes. La nécessité du socialisme désigne essentiellement ce combat à mener. Souhaiter de tout son cœur voir le résultat se réaliser de son vivant est une aspiration des plus légitimes que tout véritable socialiste a raison de nourrir dans le fond de lui-même. Poser arbitrairement une échéance de 10, 20, 30 ans à la réalisation de cet objectif est une opération entièrement subjective qui est étrangère à une analyse scientifique du processus. On ne saurait poser d'ultimatum à l'histoire, au processus vivant de la lutte des classes. Puisqu'il est question d'un combat, il s'agit avant tout de l'organiser pour qu'il soit victorieux. A chaque étape de ce moment, il faut dégager les moyens de faire un nouveau pas en avant. Du point de vue du marxisme, seule cette question importe.

Ainsi compris, le marxisme n'a rien d'un dogme, d'un ensemble de recettes à plaquer sur des situations hypothétiques. Il est au contraire un guide pour l'action, un instrument aidant à trouver dans chaque situation concrète, les moyens concrets de faire avancer la marche au socialisme, de rapprocher l'heure, entièrement contingente, de la réalisation de cette nécessité historique.

d) Le « socialisme réalisable » de Nove

[Retour à la table des matières](#)

Est-ce la manière dont Nove aborde la question de la marche au socialisme ? Pas le moins du monde. Nove choisit un point de la transition et le nomme socialisme. Ce point est déterminé par un horizon temporel, « l'horizon de vie d'un enfant déjà conçu », et par un contenu, celui qui a été esquissé plus tôt. Il décrète ce point « socialisme », et il précise : socialisme *réalisable*. Au-delà de ce point en somme, il faudrait parler de socialisme « irréalisable », celui des rêveurs, des utopistes, des dogmatiques.⁸ Le degré de domination de la société sur l'organisation de la production et de la distribution atteint à ce stade serait en quelque sorte le degré le plus élevé qu'il soit possible d'atteindre. À la limite, au-delà de ce point cesserait donc le mouvement, le changement, l'évolution. Pourtant, il est légitime de penser que tout ne sera alors pas réglé, loin de là, que la société, vivante, qui évoluera dans ce type d'organisation sociale cherchera à l'améliorer, que les forces poussant en ce sens. permettront de faire de nouveaux pas en avant, de découvrir les moyens d'accroître le degré de domination sur ce qui échappera encore au contrôle collectif de la société, rendant alors réalisable ce qui peut aujourd'hui paraître irréalisable.

Selon toute vraisemblance, ce que Nove définit comme le socialisme réalisable ou quelque chose lui ressemblant pourra fort bien se trouver sur la route de la transition vers le socialisme. Mais rien n'autorise Nove à décréter ce moment possible de la transition comme le socialisme réalisable excluant comme irréalisable toute forme plus développée de contrôle collectif de la société sur son fonctionnement par l'organisation scientifique de la production et de la répartition.

⁸ Ce ne sont là que quelques-uns des qualificatifs dont Nove, tout au long de son livre et de manière quasi obsessionnelle, affuble tous ceux qui se réclament, à tort ou à raison, de Marx, mettant dans le même sac ce qu'il y a de plus caricatural de l'activité groupusculaire ultra-gauchiste (connue dans plus d'un pays par le slogan « Faisons payer les riches »), le dogmatisme stalinien, la gauche du Labour Party de Grande-Bretagne, etc. Orthodoxes, religieux, romantiques, propagandistes de gauche, fundamentalistes et extrémistes s'ajoutent aux rêveurs, utopistes et dogmatiques. Parmi ces derniers, Nove distingue les dogmatiques intelligents des superdogmatiques et des dogmatiques tout court.

Ayant fixé a priori une limite au contenu de son « socialisme réalisable » et une limite à l'horizon au terme duquel il devrait se réaliser, il ne reste à Nove qu'à lui fixer une limite dans l'espace. La logique de sa démarche l'amène tout naturellement à envisager le socialisme comme réalisable dans le cadre étroit des économies nationales, un socialisme se réalisant pays par pays. Nove écarte d'emblée la perspective du socialisme comme système mondial, succédant historiquement au capitalisme, dépassant en les intégrant tous ses acquis, dont le caractère mondial qu'il a donné à la vie économique et sociale, et ne pouvant même à ses débuts marquer un recul par rapport au stade atteint par le capitalisme. Cette perspective ne cadre pas avec sa définition de « socialisme réalisable ». « Étant donné l'horizon temporel dans lequel se situe toute cette étude, dit-il, [concevable dans la durée de vie d'un enfant déjà conçu], le socialisme universel, mondial, est assurément une idée fantasque, tirée par les cheveux ». ⁹

À chacun sa « définition » du socialisme en somme. Celle de Nove est accrochée à un horizon temporel. Le socialisme comme système mondial succédant au capitalisme cesse d'être une réalité en devenir. Ne pouvant, selon l'appréciation (juste ou fausse) de Nove, se réaliser dans les limites de l'horizon qu'il choisit, cette réalité en devenir se transforme en « idée » fantasque, tirée par les cheveux, relevant de ce qu'il appelle, par surcroît, l'esprit dogmatique.

« Si l'on devait supposer que le socialisme n'est possible qu'à une échelle mondiale, insiste-t-il, cela reviendrait à nier qu'il soit possible dans un siècle ou jamais ». ¹⁰ Sans spéculer sur la justesse d'une telle prévision, on peut répondre à Nove, et avec la plus grande certitude, que le meilleur moyen de prolonger encore davantage l'horizon de vie du capitalisme mondial est précisément d'enfermer le « socialisme » dans le cadre national.

e) Des « idées lacunaires et trompeuses » ?

[Retour à la table des matières](#)

Comme beaucoup d'auteurs, Nove souligne l'absence chez Marx d'élaborations relatives à l'économie du socialisme. Les idées de Marx sur le

⁹ A. Nove, op. cit. p. 198.

¹⁰ Idem, p. 199.

Marx et Engels se sont toujours démarqués des constructeurs de systèmes qu'ils critiquaient vivement, notamment dans la personne des socialistes utopistes, Fourier, Saint-Simon, Proudhon, Owen.

Dans une lettre à Arnold Ruge, co-fondateur avec Marx des *Annales franco-allemandes* en 1843, ce dernier écrivait :

« Nous n'anticipons pas sur le monde de demain par la pensée dogmatique, mais au contraire nous ne voulons trouver le monde nouveau qu'au terme de la critique de l'ancien [...]

« Si construire l'avenir et dresser des plans définitifs pour l'éternité n'est pas notre affaire, ce que nous avons à réaliser dans le présent n'en est que plus évident ; je veux dire *la critique radicale de tout l'ordre existant*, radicale en ce sens qu'elle n'a pas peur de ses propres résultats, pas plus que des conflits avec les puissances établies ». ¹¹

Marx et Engels ont décrit à grands traits le socialisme et le communisme comme modes de société destinés à succéder au capitalisme et résolvant ses contradictions, mais jamais ils les ont conçus comme des modèles à plaquer artificiellement, sans se préoccuper du problème de la transition et prétendant évacuer le mouvement et les transformations permanentes qui en sont la substance. Tout au contraire, dès l'un de leurs premiers ouvrages communs, *L'Idéologie allemande*, rédigé en 1846, ils expliquent :

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes ». ¹²

On ne peut donc lire qu'avec un certain étonnement l'affirmation de Nove selon laquelle « le type de société auquel aspirent les masses n'est aucunement celui qu'envisageait Marx » ¹³

Le socialisme, pour Marx et Engels, que cela soit exprimé consciemment ou non par les masses, n'est rien d'autre que la réalisation du mouvement réel, celui qui engage le travail dans la lutte contre le capital, qui « abolit l'état actuel » par la lutte des travailleurs et travailleuses pour la défense de leurs aspirations à des conditions de vie et de travail améliorées.

¹¹ K. Marx, « Lettre à Arnold Ruge », in Karl Marx et F. Engels, Correspondance, Paris, Éditions Sociales, 1971, Tome I, pp. 297-300. Le souligné est de Marx.

¹² K. Marx et F. Engels, *L'Idéologie allemande*, Éditions Sociales, Paris, 1968, p. 64.

¹³ A. Nove, op. cit., p. 72.

L'accent sur le mouvement réel est ici central. Ce mouvement doit être guidé, certes, mais il fraye son chemin dans les conditions réelles et concrètes dont les contours ne peuvent être connus à l'avance avec certitude, où les questions pratiques de la transition se posent et doivent être résolues sur le terrain, où s'affrontent continuellement le passé et un devenir qui lui-même, à terme, devra faire place à un stade plus élevé de la marche en avant.

Il n'y a pas de place dans un tel développement pour un ensemble de recettes que d'aucuns ont regretté ne pouvoir trouver toutes prêtes dans les écrits de Marx. Les rapports entre plan et marché, les problèmes du calcul économique, les méthodes de fixation des prix, de prise des décisions, etc., toutes ces questions d'ordre économique, comme les autres, d'ordre politique et social, doivent et peuvent être abordées et résolues à mesure qu'elles se présentent.

Pour ce faire, la méthode du marxisme sera d'un précieux concours. Certes, cette méthode, principal héritage légué par Marx, a été l'objet d'interprétations diverses, d'attaques, de travestissements. De guide pour l'action elle a été dramatiquement transformée en dogme d'État par le totalitarisme stalinien.

L'apport véritable de Marx doit cependant pouvoir être évalué comme tel au delà des travestissements qu'on a voulu lui faire subir. Cela exige d'autant plus de discernement de la part de tout individu, tout chercheur, qui se propose d'évaluer cet apport de Marx.

2 -

La question de la rareté

[Retour à la table des matières](#)

La première cible que vise Nove est ce qu'il appelle l'utopie marxiste de la société d'abondance.

On sait que l'analyse marxiste de l'histoire de l'humanité accorde une importance de premier plan au niveau de développement des forces productives comme facteur explicatif de l'évolution des sociétés. L'émergence des sociétés de classes s'explique notamment par la faiblesse du rendement du travail, l'insuffisance de la production qui en découle et la lutte pour l'appropriation d'un produit social insuffisant pour satisfaire les besoins de toute la population.

a) Un obstacle à surmonter

Si la division de la société en classes a eu une certaine légitimité historique, explique Engels dans l'Anti Duhring ¹⁴, celle-ci se fondait essentiellement sur l'insuffisance de la production. Cette légitimité sera balayée, ajoute-t-il, par le plein déploiement des forces productives modernes, c'est-à-dire par la possibilité d'assurer, au moyen de la production sociale, à tous les membres de la société une existence non seulement suffisante au point de vue matériel et s'enrichissant de jour en jour, mais leur garantissant aussi l'épanouissement et l'exercice libres et complets de leurs dispositions physiques et intellectuelles. Le développement des forces productives rendant possible la réalisation matérielle de cet état de choses est à la fois une condition nécessaire et un enjeu.

Il est, cela va de soi, une condition nécessaire, qui supprime par ailleurs toute validité aux espoirs idéalistes de construction du socialisme du pauvre, fondé sur la répartition de la pénurie où « l'enthousiasme révolutionnaire des masses » est vu comme un substitut à la puissance technique de l'industrie moderne. Marx et Engels ont exprimé cela dans des termes très clairs dans *L'Idéologie allemande*, désignant le développement des forces productives comme une « condition pratique absolument indispensable, sans lequel c'est la pénurie qui deviendrait générale et avec le besoin c'est la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue » ¹⁵

¹⁴ Friedrich Engels, *Anti Duhring*, Éditions Sociales, Paris, 1971, pp. 318-319.

¹⁵ K. Marx et F. Engels, *L'Idéologie allemande*, op. cit., p. 64. On peut dire que Marx et Engels répondaient par anticipation aux accusations « d'économisme » proférées par les diverses tendances maoïstes qui se sont exprimées à la fin des années '60 pendant les années de la « Révolution culturelle » en Chine et dont l'économiste français, Charles Bettelheim, fut l'un des principaux porte-parole dans le monde francophone. Nombreux sont ceux qui ont alors voulu voir la preuve irréfutable de la possibilité du socialisme dans la seule Chine sous-développée. Nove souligne d'ailleurs ce fait (p. 198).

Le développement des forces productives, condition nécessaire de l'abondance, c'est-à-dire du triomphe sur la pénurie, est par ailleurs un enjeu. L'étendue à l'échelle sociale des moyens de production rend pour la première fois possible dans l'histoire de l'humanité leur prise de possession par la société. Elle rend aussi nécessaire cette prise de possession comme moyen indispensable de surmonter l'obstacle que constitue désormais leur appropriation par une classe qui impose de ce fait sa domination politique, économique et intellectuelle sur le reste de la société, et qui bloque le développement des forces productives en précipitant des millions de travailleurs et de travailleuses en chômage et en maintenant inutilisées des quantités énormes de capacités de production, qui crée délibérément des raretés comme moyen de maintenir les taux de profits, etc.

Pour illustrer ce fait par des chiffres particulièrement dramatiques,¹⁶ qu'il suffise de mentionner que l'agriculture mondiale, avec ses capacités existantes, pourrait nourrir largement plus de 12 milliards d'êtres humains. Or la population mondiale n'est que de 4 milliards, et des dizaines de millions meurent de faim chaque année. La production actuelle est en mesure à elle seule de fournir à chacun plus de 65 grammes de protéines et 3000 calories par jour, ce qui suffirait largement à assurer la survie de toute la population mondiale.

La prise de possession sociale des moyens de production devient en conséquence une condition de leur développement ininterrompu, de l'élimination du gaspillage, de l'arrêt d'une destruction effective de forces productives et de produits qui est inéluctablement liée à la production pour le capital.

Loin de « postuler l'abondance » comme le laisse entendre Nove, le marxisme désigne plutôt un obstacle à surmonter, à savoir le triomphe sur la rareté comme aboutissement d'un combat dont les données sont à la fois sociales et matérielles. La réalisation préalable de cette étape est essentielle si on veut commencer à s'atteler à l'objectif de la satisfaction des besoins de tous les membres de la société. Mais la mise en place des conditions nécessaires n'offre à elle seule aucune garantie de ce que toutes les raretés seront surmontées, cela va de soi. Nul ne peut prédire si elles le seront, ni quand, ni comment, ni dans quelles proportions. Nove, quant à lui, nous dit que « selon toute probabilité, l'équilibre continuera à pencher fortement dans le sens de la pérennité de la rareté, autrement dit que l'abondance restera hors de portée »¹⁷. C'est là une opinion qui apparaîtra sans doute fort plausible à une majorité de gens sensés mais, plausible ou non, elle demeure une appréciation subjective qui nous laisse au niveau de la spéculation. Importe-t-il d'acquiescer hic et nunc la conviction de la pérennité de la rareté ou importera-t-il davan-

¹⁶ Voir *Le Monde diplomatique*, novembre 1981, p. 10.

¹⁷ A. Nove, *op. cit.* p. 23.

tage à chaque étape du développement ultérieur, devant chaque problème posé, de rechercher et si possible de dégager les moyens de le résoudre dans la poursuite de l'objectif qu'est la satisfaction des besoins ?

b) Un enjeu pour la société

[Retour à la table des matières](#)

Si les moyens de la solution apparaissent aujourd'hui comme inexistant, on peut légitimement penser que, la connaissance continuant à progresser, des verdicts d'impossibilité feront place à la découverte des solutions recherchées. Dans les années '50, par exemple, le problème de l'épuisement à court terme d'un grand nombre de ressources non renouvelables était considéré comme un problème fort dramatique par la Commission Paley mise sur pied aux États-Unis pour étudier cette question. Quelque 25 ans plus tard, une étude de l'OCDE ¹⁸ portant sur une vingtaine de métaux ferreux et non ferreux de première importance du point de vue industriel et stratégique, prononçait un verdict beaucoup moins pessimiste quant aux perspectives d'épuisement. Pour 15 des 21 métaux étudiés, les réserves connues et exploitables dans les conditions économiques actuelles représentaient de 40 à plus de 800 ans de la consommation enregistrée en 1977. À ces réserves prouvées et exploitées selon les méthodes connues aujourd'hui, s'ajoutent les immenses réserves contenues dans les nodules polymétalliques qui couvrent le fond des océans de même que dans les réserves terrestres encore non exploitées parce que « non économiquement exploitables » au stade actuel, ou encore hypothétiques, c'est-à-dire non prouvées avec certitude.

Sur ce plan d'ailleurs, on voit périodiquement réévaluées les réserves mondiales de telle ou telle ressource au rythme des découvertes de nouveaux gisements ou de nouveaux substituts. C'est le cas, pour n'en citer qu'un, du gaz naturel, dont les réserves prouvées ont doublé tous les dix ans depuis les trente dernières années. Selon l'Institut de recherches Worldwatch Institute de Washington, cette ressource dont les réserves mondiales nouvellement découvertes sont en constante progression, pourrait devenir la première source d'énergie dans le monde en l'an 2000.

La seule présomption de départ possible dans de telles situations est de ne pas refuser d'accepter comme plausible le fait que bon nombre des problèmes existants pourront trouver solution, y compris ceux au sujet desquels à peu

¹⁸ OCDE, Face aux futurs, Paris, 1979.

près tout le monde serait porté à dire aujourd'hui avec le niveau actuel des connaissances, que jamais ils ne seront résolus. On a entendu des déclarations de ce genre il n'y a pas si longtemps au sujet de ce mal « incurable » qu'est le cancer. Avec les progrès de la recherche médicale accomplis depuis lors, de moins en moins de gens seraient prêts à parier aujourd'hui que jamais on ne trouvera la clé de l'énigme.

Comprendre la question de l'abondance comme un enjeu social, comme un combat incessant que l'humanité aura à livrer pour faire reculer les frontières de la rareté, dans un contexte où l'obstacle levé de la propriété privée des moyens de production n'aura certes pas réglé tous les problèmes pour l'éternité, mais aura créé les conditions les meilleures pour travailler à les résoudre, telle est la seule démarche qu'on puisse mettre au compte du marxisme. Si on veut débattre sérieusement de l'apport du marxisme à l'analyse de la marche au socialisme, il semble bien que ce soit dans ces termes qu'il faille le faire.

Quel intérêt y a-t-il alors à procéder comme le fait Nove, à pointer du doigt par exemple le cas pathologique du « fondamentaliste naïf [qui] élimine ces problèmes de ses préoccupations en postulant l'abondance, c'est-à-dire en supposant qu'il y aura de tout en quantité suffisante pour satisfaire les besoins » ¹⁹ ? Quel intérêt à dresser la caricature de l'entrepôt public où tous se serviraient à volonté dans la société utopique inventée par l'imagination romantique de cet idéaliste qu'était Karl Marx ? ²⁰

¹⁹ A. Nove, op. cit. p. 25.

²⁰ Idem, p. 65.

3. –

Le calcul économique nécessaire

[Retour à la table des matières](#)

La répartition du travail social entre les diverses activités économiques est une réalité universelle. Toute société y procède, que ce soit par les méthodes rudimentaires de l'allocation directe comme dans la commune primitive à l'aube de l'histoire,- par le libre jeu des forces du marché dans les sociétés marchandes, ou par l'organisation planifiée de la production et de la répartition sous le socialisme. Toute société, sous une forme ou sous une autre, procède au calcul économique, évalue, comptabilise. Dans les sociétés marchandes, le marché agit comme le régulateur inconscient de l'activité économique générale. Il s'impose comme une loi « naturelle », indépendante de la volonté des individus ou des collectivités. Il sanctionne les multiples décisions individuelles. Il agit, selon l'expression consacrée, comme « la main invisible ».

Le socialisme ouvre la perspective de la domination des « forces aveugles du marché et de la concurrence » par l'organisation consciente et planifiée de l'activité économique d'ensemble. Il ouvre la perspective de la répartition directe du travail social entre les diverses activités par le biais du plan, régulateur conscient du processus économique. L'image d'une société, si abondante soit-elle, d'où disparaîtrait tout souci d'utilisation efficace des ressources, toute considération des coûts sociaux de telle ou telle activité, tout critère de choix entre alternatives, est une fiction vide de sens.

Fort heureusement, Nove n'attribue pas à Marx cette vision fantaisiste des choses. Il reconnaît au contraire, en recourant à une citation tirée du Livre II du Capital, que pour lui, après l'abolition du mode de production capitaliste, « il sera plus essentiel que jamais de régler le temps de travail et la répartition

du travail entre les divers groupes de production et, enfin, de tenir la comptabilité de tout cela ». ²¹

Mais il lui reproche de n'avoir apporté aucune proposition concrète concernant le calcul économique sous le socialisme et il soutient qu'en raison de multiples indications partielles « soit passablement utopiques, soit fallacieuses », plusieurs générations de marxistes se sont fourvoyés. ²² Il lui reproche de n'avoir pas élaboré (sic) « une économie politique du socialisme » et il critique sa conception, étayée par ses disciples, selon laquelle il ne saurait exister une telle chose. Il cite à cet effet des extraits des ouvrages de deux théoriciens et dirigeants du Parti bolchevique qui ont écrit dans les années 1920, en l'occurrence Nicolas Boukharine et Eugène Préobrajensky, où ceux-ci expriment le point de vue selon lequel « le glas de la société capitaliste marchande » et le passage à une économie planifiée signifient « la fin de l'économie politique ». ²³

a) La question de l'économie politique

[Retour à la table des matières](#)

Avant d'aller plus loin, il faut s'interroger sur la signification de cette expression. L'« économie politique », au sens où Boukharine, à la suite de Marx, l'utilise, définit la science qui étudie l'économie marchande et les lois qui la régissent. Dès lors qu'on envisage une économie sociale organisée, réglée par un plan élaboré et réalisé consciemment, explique Boukharine, « il n'y a plus de place ici pour une science qui étudie les "lois aveugles du marché" puisque le marché lui-même aura disparu ». ²⁴

Cela ne veut évidemment pas dire qu'il n'y a plus de place pour le calcul économique, mais bien que celui-ci sera effectué dans un contexte différent où les « rapports entre les hommes » ne s'expriment plus par l'intermédiaire des « rapports entre les choses », qu'il relève donc d'une autre science. Préobrajensky a exprimé cela dans des termes très clairs dans La nouvelle économie :

²¹ Cité dans A. Nove, op. cit. p. 18.

²² A. Nove, op. cit. p. 28.

²³ Idem, p. 17.

²⁴ N. Boukharine, L'économie de la période de transition, EDI, Paris, 1976, p. 48.

« Avec la disparition de la loi de la valeur dans le domaine de la réalité économique disparaît également la vieille économie politique. Une nouvelle science occupe maintenant sa place, la science de la prévision de la nécessité économique en économie organisée, la science qui vise - en matière de production ou autre - à obtenir ce qui est nécessaire de la manière la plus rationnelle. C'est une science tout autre, c'est la technologie sociale, la science de la production organisée, du travail organisé, la science d'un système de rapports de production où les régulateurs de la vie économique se manifestent sous de nouvelles formes... En un certain sens, cette science se distingue autant de l'économie politique que le marché de l'économie marchande diffère des cabinets de travail des organismes socialistes régulateurs, avec leur système nerveux extrêmement complexe et ramifié de prévision sociale et de direction planifiée ». ²⁵

Querelle de terminologie ? Doit-on parler d'économie politique du socialisme ou de la « science de la production sociale organisée », selon l'expression de Prébrajensky ? Cela est finalement secondaire. Il importe avant tout de comprendre que toutes les époques de la production ont certains caractères communs, par exemple la nécessité, pour produire de manière continue, de renouveler continuellement les moyens de production usés, de respecter des proportions déterminées entre les différents secteurs de la production, d'accumuler des réserves, etc. Au-delà de ces « *déterminations générales* » communes à toutes les sociétés, il incombe à la théorie d'identifier les « *déterminations particulières* » de chacune d'elles. Ces déterminations particulières sont précisément les formes sociales spécifiques des diverses sociétés et d'abord et avant tout les formes économiques dans lesquelles s'expriment les rapports sociaux propres à chaque société.

Il faut donc comprendre que l'objet de l'analyse se transforme qualitativement lorsqu'on passe de la société marchande à la société planifiée, qu'il s'agit dans le premier cas de dégager les lois qui *gouvernent la société* et *s'imposent à elle de l'extérieur* (l'objet même de l'économie politique au sens communément dévolu à ce terme), dans le second de découvrir comment la société en arrive à *dominer* son destin, à *organiser consciemment* son activité de manière à réaliser les objectifs qu'elle se fixe collectivement (l'objet d'une nouvelle science économique). Le calcul économique, il va sans dire, occupe une place privilégiée dans la société socialiste où le nouveau régulateur qu'est le plan remplace l'ancien qu'était le marché.

b) Une interprétation abusive de Marx et Engels

²⁵ E. Prébrajensky, *La nouvelle économie*, EDI, Paris, 1972, pp. 98-99.

[Retour à la table des matières](#)

La chose ainsi comprise n'évacue pas, au contraire, les problèmes spécifiques de la période de transition, période au cours de laquelle, après la prise du pouvoir politique et vraisemblablement pour un bon nombre d'années, subsisteront les catégories marchandes, survivra l'action de la loi de la valeur, en même temps que seront progressivement mis en place les moyens de contrôle scientifique sur la production et la répartition par le biais du plan. Cette période doit être l'objet d'une analyse d'autant plus sérieuse qu'elle verra s'affronter deux systèmes, deux régulateurs, se dérouler une lutte entre le passé et l'avenir.

Il faut interpréter abusivement les textes de Marx et Engels, faire outrage à leur méthode, pour soutenir comme le fait Nove en s'appuyant sur des écrits de Charles Bettelheim que « dès que les ouvriers s'empareront des moyens de production, il n'y aura plus, dans la société socialiste, même à ses débuts, ni marchandises, ni valeur, ni par conséquent prix et salaires ». ²⁶ La « prise de possession sociale des moyens de production » à laquelle Nove fait allusion ici en se référant à *l'Anti Duhring* d'Engels renvoie manifestement au but à atteindre au terme de la période de transition et non à la société telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, portant encore, sous tous les rapports, économique, moral et intellectuel, « les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue », comme le disait Marx dans la *Critique du programme de Gotha*. ²⁷

Le caractère progressif et non instantané de la transformation de la société, une fois déclenche la révolution socialiste, est un élément qui ressort clairement de la pensée d'Engels. Dans les *Principes du communisme*, rédigés en 1847, il écrivait notamment, en réponse à la question : « La suppression de la propriété privée est-elle possible d'un seul coup ? » :

« Non, pas plus que l'on ne peut accroître d'un seul coup les forces productives déjà existantes dans une mesure telle qu'on puisse établir une économie collective du jour au lendemain. La révolution du prolétariat [...] ne pourra donc « transformer que

²⁶ A. Nove, op. cit. p. 17.

²⁷ K. Marx, F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Éditions Sociales, Paris, 1966, p. 30.

peu à peu la société actuelle et ne pourra abolir la propriété privée que lorsqu'elle aura créé la masse de moyens de production nécessaire à cette fin ». ²⁸

Dans le même esprit, dans un texte d'avril 1918 intitulé *Les tâches immédiates du pouvoir des soviets*, Lénine a très bien exprimé la différence qui existe entre l'expropriation du capital, c'est-à-dire l'acte politique de la nationalisation des moyens de production comme acte essentiel pour briser le pouvoir de la bourgeoisie et la tâche « beaucoup plus complexe et plus ardue » qui est celle de la socialisation, de « l'organisation du recensement et du contrôle prolétarien », c'est-à-dire de la prise en main véritable par la société des moyens de production nationalisés. « Il est évident, disait Lénine, que cette tâche est d'un ordre infiniment supérieur et qu'aussi longtemps qu'elle n'est pas accomplie, il n'y a pas de socialisme ». Plus loin dans le même texte, Lénine rappelle que la lutte contre le capital est une lutte contre un rapport social. La liquidation de ce *rapport social*, de ce qu'il implique du point de vue de toute la structure de la société telle qu'elle vient d'être léguée par la société capitaliste exige nécessairement une période au cours de laquelle subsisteront les catégories marchandes en symbiose et en conflit permanent avec celles du plan. La coexistence du plan et du marché dans la période de transition a été l'objet d'importants débats théoriques alimentés notamment par l'expérience concrète de la NEP de 1921 à 1928 en URSS. Il sera nécessaire de revenir sur cette question. Il faut auparavant approfondir davantage le problème de la valeur en relation avec le calcul économique sous le socialisme.

c) Calcul économique et loi de la valeur

[Retour à la table des matières](#)

La nécessité du calcul économique signifie-t-elle la subsistance de la loi de la valeur sous le socialisme ?

Dans la société marchande où le rapport entre producteurs s'établit au niveau du marché, de l'échange de marchandises, le calcul économique se fait par le biais de la valeur ; la répartition du travail social est assurée par le jeu

²⁸ F. Engels, Principes du communisme, in Marx, Engels, Oeuvres choisies, Tome I, Éditions du Progrès, Moscou, 1970, p. 91.

de la loi de la valeur. Dans la production marchande, la valeur est la forme sous laquelle se présente le contenu qu'est la mesure du temps de travail.

La méthode de Marx est précisément celle qui consiste à dégager pour une société historiquement déterminée les formes particulières qui lui sont propres et de préciser ainsi le caractère historique passager de ces formes et de la société qui les possède, celle-ci étant destinée à être remplacée à un stade ultérieur par une autre société possédant elle aussi ses formes spécifiques.

Toutes les sociétés qu'a connues l'histoire ont produit des *biens*. Historiquement cette production en est venue à prendre la forme de la production de *marchandises*, c'est-à-dire de biens produits, dans le cadre d'une division du travail social, en vue de l'échange, par des producteurs privément propriétaires de leurs moyens de production. Dans la société planifiée, où la production pour le marché fait place à la production prévue dans le cadre d'un plan, il n'y a plus production de marchandises mais production de produits planifiés ; il n'y a plus de valeur représentant le résultat d'un calcul du temps de travail effectué par le biais du marché, mais mesure directe effectuée par le biais du plan. Il n'y a plus de monnaie, au sens que ce terme possède en tant qu'exprimant le rapport social de la production marchande ; la monnaie, comme catégorie de l'économie marchande, fait place à l'unité de compte, comme catégorie de l'économie planifiée, permettant d'assurer une comptabilité sociale unifiée.

« Si l'on dépouille le salaire, aussi bien que la plus-value, le travail nécessaire aussi bien que le surtravail, de leur caractère spécifiquement capitaliste, toutes ces formes disparaissent et il ne reste que leurs bases qui sont communes à tous les modes de production sociale ».²⁹

À l'aide de cet éclairage qui s'en tient à rappeler les fondements de la méthode marxiste, on peut comprendre en quel sens Marx parle de la disparition de la marchandise, de la valeur, de la monnaie, de l'ensemble des catégories marchandes dans l'économie planifiée. Le *contenu* universel de ces catégories, dépouillé des vieilles formes marchandes sous lesquelles il existait, se présente désormais sous une autre *forme*, spécifique, qui correspond au nouveau rapport social mis en place. On peut comprendre, en particulier, que la loi de la valeur, loi spécifique à la production marchande, ne saurait exister dans la société intégralement planifiée. Le calcul économique, dans cette société, sera effectué directement et non par son intermédiaire. Par contre, la loi de la valeur continue certes à exercer son action, de manière plus ou moins déterminante, complétant le plan et s'y opposant en même temps, tout au cours

²⁹ K. Marx, *Le Capital*. Éditions Sociales, Paris, 1960, Tome 8, p. 251.

de la période de transition qui mène de l'économie marchande à l'économie planifiée.

d) La place de la valeur d'usage

[Retour à la table des matières](#)

Nove explique que la théorie de la valeur de Marx contient de nombreuses sources de confusion, notamment en ce qui a trait aux rapports entre valeur d'usage et valeur. Il reproche à Marx d'avoir « considéré les valeurs d'usage comme incommensurables » et surtout d'avoir procédé à « une séparation artificielle et injustifiée entre valeur et valeur d'usage ». ³⁰ Qu'en est-il ?

Il faut d'abord préciser sans vouloir être redondant que la théorie de la valeur que construit Marx est un élément explicatif de la société *marchande*. Cette théorie appartient à ce qui a été défini plus tôt comme étant du domaine de l'économie politique. Dans la société marchande, les besoins ne s'expriment pas directement. Ils sont révélés par l'intermédiaire du marché. Le degré d'intensité d'un besoin se mesure toujours relativement à la Quantité produite disponible des marchandises correspondant à ce besoin. Du temps de travail a été dépensé pour la production de ces marchandises mais ce temps de travail n'est pas a priori « socialement nécessaire ». Il le sera dans la mesure où 1] la technique utilisée pour le produire est la technique moyenne existant à l'époque de la production et 2] la quantité produite correspond exactement à la quantité demandée. La valeur d'usage, explique Marx, est la condition d'existence de la valeur ; une marchandise ne trouvera à s'échanger que si elle est utile. Mais la valeur d'usage n'est pas comme telle objet d'étude de l'économie politique. Elle ne l'est que dans certaines circonstances particulières, lorsqu'elle constitue elle-même, explique Marx, « une détermination économique formelle ». ³¹ Sans entrer ici dans une discussion élaborée de cette question, qu'il suffise de mentionner par exemple le cas de la valeur d'usage de la marchandise force de travail qui est objet d'analyse de l'économie politique dans la mesure où elle est la source de la plus-value, ou encore le cas de la reproduction d'ensemble du capital social qui implique non seulement la reproduction de la valeur, mais la reproduction matérielle des valeurs d'usage, c'est-à-dire des moyens de production spécifiques qui composent le procès de

³⁰ A. Nove, op. cit. p. 28.

³¹ K. Marx, Contribution à la critique de l'économie politique, Éditions Sociales, Paris, 1972, p. 8.

la reproduction sociale, ou enfin le problème de l'offre et de la demande évoqué plus tôt, c'est-à-dire celui de l'étendue du besoin social et de son influence sur le temps de travail socialement nécessaire, en d'autres termes sur la valeur.

On peut donc s'étonner de voir Nove reprocher à Marx d'avoir « procédé à une séparation artificielle et injustifiée entre valeur et valeur d'usage ». On peut s'étonner encore davantage de le voir expliquer que Marx est à l'origine d'une grave confusion pour avoir considéré les valeurs d'usage comme incommensurables. La valeur d'usage ou l'utilité d'un bien est d'ordre subjectif. Comment alors mesurer concrètement l'utilité d'un bien, la satisfaction qu'il procure à tel ou tel individu et comment comparer cette utilité avec celle d'un autre bien ? Dans la société marchande, la seule base de comparaison des marchandises (unités indissolubles d'une valeur d'usage et d'une valeur), comme l'explique Marx, est leur fait commun de contenir une partie du travail social distribué entre les diverses activités économiques.

e) Marx, source de confusion ?

[Retour à la table des matières](#)

En d'autres termes, le régulateur de l'activité économique d'ensemble dans la société marchande, non organisée, est la valeur.

Qu'en est-il maintenant dans la société planifiée, organisée consciemment ? Ici, le point de départ peut désormais être et doit être la valeur d'usage, c'est-à-dire le besoin. Le calcul du temps de travail, c'est-à-dire des coûts sociaux qu'implique la réalisation des objectifs entre fatalement en ligne de compte mais à partir d'objectifs qui sont désormais exprimés directement et non par l'intermédiaire du marché.

Nove cite un extrait de *l'Anti Duhring* où Engels explique justement que, dans l'économie planifiée, ce sont désormais les valeurs d'usage, les « effets utiles », des divers produits, « pesés entre eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan... sans intervention de la fameuse "valeur" ». ³²

³² F. Engels, *Anti Duhring*, op. cit., p. 347.

Mais, dit-il, comment procéder à la comparaison de valeurs d'usage différentes dont Marx a affirmé qu'elles ne sont pas comparables ? Cette « in-conséquence flagrante » poursuit-il, reste une « source de confusion ». Et il donne l'exemple d'un débat entre économistes soviétiques dans lequel certains, dont Shataline, ont soutenu que les choix des planificateurs devaient être guidés par les valeurs d'usage, l'utilité sociale, pour s'attirer aussitôt les reproches de Kronrod, qui, « fidèle à Marx », les accusaient de succomber à la théorie subjective de la valeur.³³

Le moins qu'on puisse dire ici est que Nove lui-même ne contribue pas à dissiper la confusion. Certes, les moyens pratiques de prise en compte des besoins, de les traduire en objectifs planifiés, sous la forme d'une quelconque « utilité sociale » dont le contenu précis reste à déterminer, ne sont pas donnés d'avance et doivent être l'objet d'une recherche complexe. Mais ils sont incontestablement la voie dans laquelle l'organisation planifiée de la production doit chercher à se concrétiser, en partant de besoins scientifiquement comptabilisés sur la base de données exprimées par un processus démocratique et en procédant à une évaluation rigoureuse des coûts sociaux des diverses alternatives. Procéder de cette façon correspond tout à fait aux mesures à prendre en vue de l'organisation consciente et collective de la production, et de la répartition par la société surmontant les lois du marché. Comment peut-on alors considérer comme « fidèle à Marx » les reproches d'un Kronrod critiquant cette démarche qui « succomberait selon ses dires, à la théorie subjective de la valeur » ?

Cet exemple est illustratif d'une approche que l'on retrouve au fil des pages dans le livre de Nove. Les « formes d'expression » de Marx, soutient-il par exemple, « ont semé la confusion dans l'esprit de ceux qui s'efforcent d'imaginer des méthodes de calcul applicables en économie socialiste ». ³⁴ Mais alors, où est le problème ? Les enseignements de Marx sont-ils justes ? Nous permettent-ils de comprendre la production marchande et son expression la plus élevée, la production capitaliste ? La méthode générale qu'il dégage nous permet-elle d'aborder l'analyse des problèmes de la transition vers le socialisme sans qu'on trouve pour autant dans ses écrits, pour chaque question concrète de la transition, une réponse déjà toute prête ? S'agit-il de « formes d'expression » qui ont été mal comprises parce que la méthode a été mal assimilée ? Si tel est le cas, il est difficile d'en conclure, comme le fait Nove, à la responsabilité de Marx ou de sa méthode dans les déboires qu'ont commis jusqu'ici ceux qui s'en réclament ou qui prétendent d'une façon ou d'une autre s'inspirer de ses enseignements. La dégénérescence du marxisme en dogme d'État et sa stérilisation effective pendant plus d'une génération par le totalitarisme stalinien expliquent dans une large mesure ces déboires, mais la

³³ A. Nove, op. cit. p. 29.

³⁴ Idem, p. 29.

responsabilité de cette tournure dramatique des choses peut-elle légitimement être attribuée à Marx ?

4. —

Les problèmes pratiques du calcul économique

[Retour à la table des matières](#)

Il faut maintenant en venir aux problèmes pratiques du calcul économique. Nove soulève les questions suivantes : Comment calcule-t-on les coûts sous le socialisme ? Qu'en est-il du critère de l'économie du temps de travail ? Comment appliquer ce critère lorsque chaque produit est le résultat du travail de la société toute entière et pas seulement du collectif de travailleurs qui l'a fabriqué ? Comment comparer les coûts et les résultats ? Dans une économie de marché, la disposition de l'usager à acquitter le coût du produit, augmenté d'une marge de profit, lui confère sa « concrétisation sociale », de sorte qu'il « vaut la peine » d'en poursuivre la production, mais comment les planificateurs socialistes doivent-ils procéder ? Toute société devrait s'efforcer d'accroître la différence entre le coût et le résultat, ce qu'on appelle le profit en économie capitaliste ; quel critère l'économie socialiste retiendra-t-elle ? Devrait-elle viser à maximiser « l'effet social utile » ? Mais alors comment définir et mesurer la fonction d'utilité sociale ou de « bien-être » social ? En quelles unités une telle mesure est-elle possible sinon en termes monétaires ?

Dans l'hypothèse où on saurait répondre à toutes ces questions, comment la « société » pourra-t-elle décider des objectifs collectifs ? Comment procédera-t-elle à la comparaison d'ensembles alternatifs de fins et de moyens ? Comment, en pratique, réussira-t-elle à planifier une économie qui doit assurer la production de dizaines de millions de produits dans un réseau immensément complexe d'interdépendances ? Comment imaginer un quelconque contrôle démocratique d'un processus aux ramifications presque infinies ? En conséquence, cela ne conduit-il pas nécessairement à l'édification d'un énorme appareil bureaucratique tout-puissant ? Et pour accomplir quoi en définitive ? Quelle assurance aura-t-on, en effet, que le calcul ex ante effectué

par le plan s'avérera juste et qu'il n'exigera pas la validation ex post qui est précisément la caractéristique spécifique de l'économie marchande et de l'allocation des ressources qui y est effectuée via le mécanisme du marché ?

Ces questions sont d'une importance décisive. Il faut les aborder avec le plus grand sérieux. Personne, il va sans dire, n'a de réponses toutes faites à ces questions et on pourrait même penser que la taille du défi à relever est plutôt de nature à inciter au défaitisme, à renoncer à la recherche de solutions, à accepter finalement que le marché est là pour rester et à le voir après tout comme un moindre mal. Telle n'est pas l'attitude qui sera adoptée ici.

a) Des solutions théoriques existent

[Retour à la table des matières](#)

Supposons d'abord qu'il ne s'agisse que d'évaluer les coûts de diverses activités ou de divers produits. Chaque produit, tous en conviennent, est le résultat d'un réseau d'interdépendances faisant intervenir non seulement le travail dépensé « directement », mais aussi le travail dépensé « indirectement » dans cette production. Il est possible, tant pratiquement que théoriquement, d'évaluer ces interdépendances et de les représenter globalement à l'aide de tableaux intersectoriels de grande dimension qui permettent, grâce au calcul matriciel effectué d'autant plus rapidement que les moyens de l'informatique se développent sans cesse, d'obtenir une évaluation précise de ces coûts. De telles techniques élaborées à partir des perfectionnements en tableaux carrés et rectangulaires des matrices de Leontief, sont déjà utilisées depuis plus d'une génération dans les pays capitalistes dans le cadre de la comptabilité nationale ou à des fins de prévisions économiques. Elles sont aussi, quoique de manière encore très limitée par rapport à l'usage qui pourrait en être fait, utilisées dans les calculs reliés à la planification dans les pays de l'Est. Elles méritent d'être encore considérablement développées de manière à tenir compte de toutes les subtilités de la réalité économique et en arriver à améliorer les évaluations qu'elles fournissent. Mais le problème ne saurait à l'avance être déclaré insoluble.

Supposons maintenant le problème plus complexe du choix entre diverses alternatives, dans le cadre de la recherche d'un optimum social quelconque. Conceptuellement, le problème à résoudre ici en est un d'optimisation sous contraintes. En termes techniques, l'objectif à maximiser pourrait être par exemple le revenu national, sous diverses contraintes de coûts, de disponibilité des ressources et de main-d'œuvre, de capacités de production, etc. À

l'inverse, l'objectif social pourrait être de rendre minimum les coûts sociaux, toujours en présence des mêmes contraintes auxquelles pourraient s'ajouter par exemple des niveaux minimum à réaliser de telle ou telle production (tant de logements, de kilomètres de routes, de nouvelles capacités de production à mettre en place, etc.).

La solution théorique de tels problèmes, formulés notamment comme des problèmes de programmation linéaire, est, on le sait, connue depuis la deuxième guerre mondiale à partir des travaux, d'abord, de L.V. Kantorovitch en URSS, puis de G.B. Dantzig aux États-Unis. La méthode itérative de solution de ces problèmes se prête tout naturellement à une interprétation en termes d'échange d'information entre un bureau central de planification et des unités de production dans un processus qui, d'itération en itération, permet, à chaque étape, d'améliorer le résultat recherché et de converger vers un optimum compte tenu des contraintes en présence. La formulation du problème selon un schème faisant intervenir divers niveaux de planification a été proposée au début des années soixante par les Américains G.B. Dantzig et P. Wolfe avec leur « principe de décomposition » et les hongrois J. Kornai et T. Liptak avec leur modèle de « planification à deux niveau » dont le principe, cela va de soi, est extensible à « plusieurs niveaux »³⁵

b) D'importants problèmes pratiques se posent

[Retour à la table des matières](#)

Même si la solution théorique d'un tel problème existe, il va de soi qu'à partir du moment où on veut planifier l'économie dans son ensemble, d'énormes problèmes pratiques se posent. Il faut néanmoins rechercher les moyens de les surmonter. Toute l'information recueillie par exemple à un niveau de planification ne saurait ni ne devrait être transmise à l'échelon supérieur. Il faut déterminer des champs de compétence et des niveaux de juridiction en même temps qu'il faut trouver la juste proportion de l'information à trans-

³⁵ Voir G.B. Dantzig et P. Wolfe, « Decomposition Principle for Linear Programs », in *Opérations Research*, Vol. 8, No. 1, 1960, et « The Decomposition Algorithm for Linear Programs », in *Econometrica*, Vol. 29, No. 4, Oct. 1961 ; J. Kornai et T. Liptak, « Two-Level Planning », in « *Econometrica*, Vol. 33, No. 1, 1965, et J. Kornai, *Mathematical Planning of Structural Décisions*, North Holland, Amsterdam, 1967.

mettre de manière à assurer que les liens d'interdépendance soient correctement évalués. Cela signifie que, vraisemblablement, l'information transmise par exemple par une unité de production au bureau régional ou sectoriel auquel elle est rattachée, le sera sous forme agrégée. Dans le mouvement contraire, de haut en bas, lorsque le bureau régional ou sectoriel transmettra des renseignements ou des directives à l'échelon inférieur, il appartiendra à l'unité de production de les désagréger. Comme il est plus facile d'éliminer des détails (en agrégeant) que de les reconstituer (en désagrégeant), cette opération sera forcément plus difficile à réaliser que l'opération d'agrégation et les résultats n'en seront nécessairement qu'une approximation imparfaite.³⁶ La solution de cette difficulté exige la poursuite des recherches, mais on ne peut déclarer à l'avance qu'il n'existe pas de solution.

Dans l'hypothèse où on serait arrivé à surmonter au moins partiellement ces difficultés, où on aurait réussi à réaliser avec l'aide de techniques mathématiques (comme la programmation linéaire) une certaine forme d'allocation optimale des ressources en fonction d'objectifs de production et de critères d'optimalité sociale définis à l'avance, pour l'ensemble de l'économie ou pour certains secteurs seulement, comment faudrait-il évaluer ce résultat ? Comme quelque chose de positif qui mérite encore d'être amélioré, certes, mais qui signifie un pas en avant dans la maîtrise directe de la production sociale par le plan ? Comme quelque chose qui fait appel à des calculs « rationnels » permettant une évaluation des coûts, notamment des coûts alternatifs des divers choix possibles, des raretés relatives, autant d'éléments que d'aucuns voudraient voir pris en compte dans les calculs économiques du socialisme ?³⁷ Ou comme un détour, après tout bien inutile, dont les résultats demeurent encore très partiels et dont les possibilités d'amélioration sont d'ores et déjà en butte à de tels « formidables obstacles » que tout espoir de les surmonter semble vain, comme le laisse entendre Nove ?³⁸

Il va sans dire que tous les calculs dont il a été question jusqu'ici reposent sur l'existence d'une unité de compte commune. Si l'économie planifiée fait disparaître la monnaie comme rapport social, elle ne saurait se passer du *contenu* qu'est l'unité de compte, débarrassée de la *forme* que prenait ce contenu dans l'économie marchande, c'est-à-dire la forme « monnaie ». Cela a déjà été expliqué plus tôt. Il est inutile d'insister davantage.

³⁶ Voir entre autres Louis Gill, *Iterative Multi-Level Planning with Aggregation*, Thèse de doctorat, Stanford University, 1972, 134 pp.

³⁷ Dans un problème de maximisation sous contraintes, le prix d'ordre (shadow price, ou variable duale du problème de programmation linéaire) associé à chaque contrainte, est le prix du relâchement de cette contrainte. La comparaison des prix d'ordre permet d'évaluer les raretés relatives des biens associés à chaque contrainte, de même que l'effet relatif du relâchement de chacune d'elles sur la fonction d'objectif sociale.

³⁸ A. Nove, op. cit., p. 135.

Reste encore le problème, qui n'est pas le plus facile, de la « fonction d'utilité sociale ». Comment représenter globalement les objectifs planifiés que l'économie s'efforcera de réaliser de la manière la plus rationnelle et la plus efficace possible ? Encore une fois, il n'y a pas de réponse unique à cette question et il ne s'agit pas d'en improviser. Sans doute la manière la plus simple serait-elle de partir de proportions fixes entre les différents biens entrant dans la consommation finale de l'économie et de rechercher par un processus faisant intervenir les divers niveaux de la planification, les combinaisons de techniques assurant aux moindres coûts le niveau le plus élevé de production pour la consommation finale.

On peut supposer que l'établissement de ces proportions fixes reposerait dans un premier temps, largement sur les données existantes et le point de départ inévitable qu'elles constituent. On peut supposer également que l'existence et le perfectionnement d'un réseau compétent de collecte de l'information et de mise à jour des données permettrait de réajuster régulièrement ces proportions et de les orienter progressivement en fonction des capacités de l'économie, dans le sens des besoins exprimés par la population.

Mais comment la population exprimerait-elle ses préférences ? À travers les organes du pouvoir politique et économique au sein desquels elle agit, s'exprime et décide directement ou par voie de délégation, à tous les niveaux de la structure, du niveau local et régional jusqu'au niveau central. Certaines décisions concernant les actions à entreprendre, les produits à mettre en chantier, seront prises au niveau local, d'autres forcément au niveau central. Dans de nombreux cas, un arbitrage sera sans doute nécessaire pour décider si les ressources collectives limitées doivent ou ne doivent pas être affectées à la production de tel ou tel bien par rapport à tel autre. Cet arbitrage devra être effectué sur la base d'une décision démocratique majoritaire.

c) Sont-ils insurmontables ?

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas question ici de réduire l'importance des problèmes institutionnels qui surviendront inévitablement dans ce processus, mais bien de montrer qu'ils ne sauraient être dressés comme des obstacles insurmontables face auxquels la seule issue possible serait le recours aux ressources vues comme infaillibles ou à tout le moins indispensables des mécanismes du marché.

L'impression qui reste lorsqu'on referme le livre de Nove est précisément celle-là. L'épouvantail du gigantisme des difficultés à résoudre confine à l'impuissance, à l'acceptation résignée et fataliste d'une situation que nul ne peut espérer changer. Comment imaginer par exemple qu'on puisse arriver à planifier une économie où circulent plus de 12 millions de produits à partir de plus de 50,000 établissements industriels comme en URSS aujourd'hui ? Et que dire d'une économie encore plus grande comme celle des États-Unis, sans parler des rapports internationaux impliquant alors des centaines de millions de personnes et éventuellement d'une économie à planifier au niveau mondial ? La chose est trop grosse, explique Nove. Il serait utopique de penser triompher de problèmes qui « naissent tous - directement ou indirectement - de l'échelle immense et des innombrables relations d'interdépendance de l'économie industrielle moderne ». ³⁹ Pour appuyer son argumentation, Nove cite un auteur soviétique qui explique, sans doute ironiquement précise-t-il, que « des mathématiciens ont calculé que l'élaboration d'un plan précis et totalement intégré d'approvisionnement en matériaux pour la seule Ukraine pendant un an exigeait le travail de toute la population mondiale 10 millions d'années durant ». ⁴⁰ Mais alors, que faire face à un pareil cul-de-sac ? Tout pas dans la voie de la planification ne pourrait donc mener qu'à la mise en place d'un appareil bureaucratique sans cesse plus lourd et inefficace. Pour Nove d'ailleurs, l'alternative est claire : marché ou bureaucratie, liens horizontaux assurés par le marché, ou allocation administrative via une subordination verticale bureaucratique. Il n'y a pas, dit-il, de troisième voie. Hors du marché, point de salut !

Que l'humanité accuse un retard historique dans la domination des forces économiques par rapport aux pas gigantesques réalisés dans la conquête de l'espace par exemple ou dans le développement des forces de destruction, est un fait indéniable et des plus dramatiques, il faut en convenir ; qu'on en conclue à l'impossibilité à jamais d'en arriver à aller plus loin dans la domination du plan sur le marché est une tout autre chose.

D'abord, d'un point de vue strictement technique, les capacités sans cesse croissantes de l'informatique n'excluent nullement, au contraire, que ce qui est aujourd'hui inexistant et insoupçonné comme capacité de compilation et de calcul puisse exister dans un avenir raisonnable, fournissant les moyens techniques essentiels sans lesquels la maîtrise de l'économie par le plan demeure illusoire.

Mais surtout, d'un point de vue social, quelles sont les conséquences d'une renonciation à rechercher une solution jugée à l'avance impossible ? Qu'implique la survivance du marché ? Nove monte en épingle la complexité de

³⁹ Idem, p. 42.

⁴⁰ Idem, p. 43.

l'appareil de planification de l'économie socialiste. Il voit en elle une inévitable tendance à la bureaucratisation. Il met en garde contre les coûts sociaux qui en découleraient. Mais que dire des coûts énormes du gaspillage capitaliste, du gonflement hypertrophié du secteur de la circulation où s'investissent des sommes sans cesse croissantes pour assurer l'écoulement de produits qui n'arrivent pas à se vendre ? Que dire des destructions de valeurs qui sont le fait des crises périodiques, et du militarisme, stimulant permanent auquel recourt l'économie capitaliste pour surmonter sa léthargie ? Que dire des investissements mal orientés, sans cesse sanctionnés par des faillites ?

À titre d'exemple, pour la seule année 1984, deuxième année de « reprise » après la dure récession de 1980-82, les faillites commerciales au Canada, près de 6000, ont englouti en moyenne un quart de million de dollars chacune pour un total de plus d'un milliard et demi de dollars. Que dire en fin des masses de capitaux spéculatifs qui ne sont dirigés d'aucune manière vers des usages productifs ?

Les énormes coûts sociaux associés à l'ensemble de ces traits caractéristiques parasites de l'économie marchande sont-ils un moindre mal d'un système qu'on veut malgré tout voir comme un modèle efficace d'allocation des ressources, qui résout de lui-même, sans qu'on ait à s'en mêler, des problèmes qui deviennent insurmontables dès qu'on veut s'y attaquer directement ? Le marché, irremplaçable en somme, est-il là pour rester ? Telle est, en gros, la conclusion qui se dégage du livre de Nove.

5. —

La coexistence du plan et du marché

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas question ici, rappelons-le, d'un simple choix à faire entre deux «modèles». Il est question du développement historique et de la lutte qui s'y déroule entre un système appartenant au passé, celui de la domination du marché sur la société et un système appartenant à l'avenir, celui de l'affranchissement de la société des forces qui l'ont jusqu'ici dominée, entre le règne de l'inconscient et celui du conscient. Il serait illusoire de croire que dans le passage d'une époque historique à une autre, les changements se fassent en douceur. Un processus complexe est à l'ordre du jour, une lutte sans merci et inévitable. Il n'y a pas de « Sancta Simplicitas », pour utiliser l'expression caricaturale de Nove. Il y a des gestes à poser qui devront vraisemblablement être corrigés dans un cheminement sinueux parfois marqué de reculs. Il n'y a pas non plus d'« illusion ex ante » au sens où les décisions planifiées excluraient toute possibilité d'erreur, toute nécessité de révision ex post en fonction d'un développement réel imparfaitement connu au moment où les décisions ont été prises. Marx d'ailleurs, évoquait précisément dans la *Critique du Programme de Gotha* la nécessité de la mise sur pied d'un fonds de réserve contre les accidents, les perturbations dues à des phénomènes naturels, etc. Il considérait de telles « défalcations » sur le « produit intégral du travail » comme une « nécessité économique dont l'importance sera déterminée, compte tenu de l'état des moyens et des forces en jeu, à l'aide du calcul des probabilités ». ⁴¹

a) Une nécessité de la période de transition

⁴¹ K. Marx et F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, op. cit. p. 28.

S'il importe de se demander vers quoi se dirige le processus et quelles sont les conditions de sa réalisation, il importe tout autant, sinon encore plus, de réfléchir aux données concrètes de son cheminement à travers une période de transition au cours de laquelle continueront à jouer les forces léguées par l'ancien système et seront progressivement mis en place les mécanismes tendant à les surmonter. Cette période, où coexisteront forcément plan et marché, n'a pas été, on le sait, l'objet d'une élaboration théorique de la part des fondateurs du socialisme, Marx et Engels. Elle a par contre et par la force des choses, c'est-à-dire dans le feu de l'action suite à la révolution d'octobre 1917, été l'objet d'une attention particulière de la part des marxistes qui sont intervenus dans ces événements historiques. La réalité concrète, et non la spéculation théorique abstraite, posait désormais dans toute leur complexité les questions à résoudre comme questions à la fois pratiques et théoriques.

Des éléments du riche débat qui a eu cours à l'époque, notamment sur la coexistence du plan et du marché au cours de la période de la NEP (Nouvelle politique économique) dans les années '20, méritent d'être rappelés. Nove cite, à ce sujet, les propos suivants de Trotsky :

« Il est nécessaire que chaque usine d'État, avec son directeur technique, soit non seulement soumise au contrôle du sommet... mais aussi à celui de la base par l'intermédiaire du marché qui demeurera le régulateur de l'économie nationale pour longtemps encore.

Les innombrables participants actifs à l'économie doivent faire connaître leurs besoins et leur intensité relative, non seulement par le truchement de compilations statistiques des commissions de planification, mais aussi directement par la pression de l'offre et de la demande. C'est à travers le marché que le plan est vérifié et, dans une très large mesure, réalisé. La régulation du marché doit reposer sur les tendances qui s'y manifestent, doit éprouver leur rationalité économique par le calcul économique. L'économie de la période de transition est impensable sans "contrôle par le rouble" ». ⁴²

La nécessité du marché, d'abord comme régulateur principal de l'économie nationale encore peu influencée par le plan au début d'une période de transition qui peut durer longtemps, puis comme complément du plan qui prend peu à peu le dessus sur le marché, se dégage clairement de ces citations de Trotsky. Il est intéressant de les compléter d'autres extraits qui précisent encore davantage le contenu de cette coexistence entre plan et marché, et son caractère transitoire.

⁴² Cité par A. Nove, op. cit. p. 75.

Dans un rapport présenté au IV^e congrès de l'Internationale communiste en 1922, rapport adopté par le congrès⁴³ et exprimant par conséquent les conclusions de l'Internationale communiste et non le seul point de vue personnel de Trotsky, celui-ci écrivait :

« Il est parfaitement clair qu'un long temps devra obligatoirement s'écouler entre le régime capitaliste et le socialisme complet et que, pendant toute cette période, le prolétariat devra acquérir, grâce à l'usage des méthodes et des formes d'organisation de la circulation capitaliste (argent, opérations d'escompte, banques, calcul commercial) un contrôle toujours plus strict du marché : il devra le centraliser et l'uniformiser et, en dernière analyse, l'abolir, de façon à lui substituer un plan centralisé découlant de tout le développement économique antérieur et par lequel seront posées les prémisses de l'administration de la vie économique future». ⁴⁴

Le rapport précise que la «nouvelle politique économique», c'est-à-dire la situation de la Russie de l'époque où se combinent et s'affrontent plan et marché, constituera une étape nécessaire dans toute révolution, que l'utilisation des méthodes et institutions créées par le capitalisme en vue de la régulation de la vie économique constitue un stade à travers lequel tout État ouvrier devra passer dans sa route vers le socialisme.

Les institutions du capitalisme, explique Trotsky dans *La révolution trahie* en 1936, ne sauraient être arbitrairement abolies ou éliminées. Elles doivent épuiser leur mission historique, perdre leur signification et disparaître. Ainsi en est-il par exemple de l'argent dont le rôle dans l'économie en transition, « loin d'être fini, doit encore se développer à fond »⁴⁵. Si la fonction d'accumulation de la richesse personnelle que possède l'argent se trouve mise en échec par la nationalisation des moyens de production et « transférée, sous un nouvel aspect, à l'État commerçant, banquier et industriel universel, [...] les fonctions plus élémentaires de l'argent, mesure des valeurs, moyen de circulation et de paiement, sont conservées et acquièrent même un champ d'action plus large que celui qu'elles avaient en régime capitaliste ». ⁴⁶ Ce n'est que lorsqu'il aura épuisé sa mission historique que l'argent, « perdant son

⁴³ Thèses sur la situation économique de la Russie soviétique du point de vue de la révolution socialiste. Les thèses ont été publiées en français dans le numéro 7-8 de la revue Critiques de l'économie politique (ancienne série), avril-septembre 1972. Elles constituent un résumé publié en 1923 du Rapport de Trotsky. Le rapport lui-même, intitulé « Rapport sur la nouvelle politique économique soviétique et les perspectives de la révolution » a été publié dans la collection Livres « critiques de l'économie politique », chez Maspéro en 1972, sous le titre Le débat soviétique sur la loi de la valeur. Le livre comprend des textes de Trotsky, Prébrazjensky, Boukharine, Lapidus et Ostrovitianov.

⁴⁴ Ibidem.

⁴⁵ Léon Trotsky, *La révolution trahie*, Éditions de Minuit, Paris, 1963, p. 51.

⁴⁶ Idem, p. 51.

pouvoir d'apporter le bonheur et de jeter l'homme dans la poussière, se réduira à un moyen de comptabilité commode pour la statistique et le plan »⁴⁷

b) Une lutte entre deux systèmes sociaux

[Retour à la table des matières](#)

La durée de la période de transition dépendra nécessairement du degré de développement de l'ensemble des conditions nécessaires à l'édification du socialisme. Comme l'explique le rapport de Trotsky au 4e congrès,

« La rapidité avec laquelle l'État ouvrier traversera cette période au cours de laquelle le socialisme en construction devra vivre et se développer dans un tissu (« intègument ») capitaliste, dépend, abstraction faite de la situation politique et militaire, du niveau d'organisation et de culture ainsi que des conditions des forces productives tels qu'ils se présentent au moment de l'avènement de l'État ouvrier. Il est donc clair que, plus ces deux niveaux sont élevés, plus rapidement l'État ouvrier accomplira la transition du capitalisme au socialisme et, ensuite, du socialisme au communisme total ».⁴⁸

L'issue de la longue lutte entre deux systèmes sociaux, ennemis inconciliables, se détermine en dernière instance par le niveau de développement des forces matérielles. La durée de la période de transition sera d'autant plus longue, et le marché comme régulateur de l'économie imposera son influence d'autant plus longtemps, que le ou les États qui auront accompli une révolution socialiste seront faiblement développés par rapport aux forces productives mondiales encore dominées par le capital. Le rapport de force se pose avant tout au niveau mondial. Il est d'ordre politique et militaire, bien sûr, entre pays à régimes opposés. Mais il est aussi et de manière déterminante d'ordre économique. La disparition de toute influence du marché à l'intérieur d'un pays où le plan tente de s'imposer comme régulateur de l'économie, est parfaitement illusoire tant que les lois du marché continuent à s'exercer à l'échelle mondiale et a fortiori si le pays en question est relativement sous-

⁴⁷ Idem, pp. 50-51.

⁴⁸ Thèses sur la situation économique de la Russie soviétique..., op. cit.

développé. C'est pourquoi notamment la question du socialisme se pose - cela a été discuté plus tôt ⁴⁹ - à l'échelle mondiale et non à l'échelle d'un seul pays ou de divers pays envisagés isolément. Inévitablement, les pays en transition seront confrontés sur le marché mondial à l'obligation de comparer leurs prix intérieurs avec les prix mondiaux, expression au niveau du marché de leurs différences de productivité. Inévitablement, ils seront dans la situation que décrivait Lénine lorsqu'il parlait de l'économie soviétique et de «l'examen que lui feront subir le marché russe et le marché mondial avec lequel nous sommes liés, duquel nous dépendons et avec lequel nous ne pouvons pas rompre». ⁵⁰

Dans la compréhension que dégage le marxisme de l'évolution historique des sociétés, la marche au socialisme est un enjeu de la lutte des classes qui se déroule au niveau mondial. Tout y est interdépendant. Tout influe sur tout. En ce qui concerne les rapports entre plan et marché, le plan ne saurait être vu seulement comme une technique d'organisation de la production et de la répartition qui pourrait être combinée avec une autre technique, le marché: si l'un et l'autre peuvent se compléter pendant la transition, ils n'en sont pas moins irrémédiablement en conflit, le plan tendant sans cesse à faire reculer le marché, à s'y substituer, à permettre petit à petit la conquête du contrôle sur des forces qui jusqu'ici se sont imposées à la société. À partir des forces matérielles existantes et avec les progrès à venir de la connaissance, l'objectif qu'est la mise en place des moyens techniques nécessaires à la victoire du plan sur le marché cesse d'être une illusion romantique, un rêve idéaliste.

Pour Nove, cette vision des choses relève du dogme, de l'utopie. Pour lui, la coexistence du plan et du marché n'est pas un moment du processus évolutif. Elle est un état au delà duquel on ne peut aller. « On ne saurait imaginer, dit-il, aucun modèle dans lequel on pourrait supprimer le marché sans danger ni inconvénients encore plus grands ». ⁵¹

6. —

Démocratie et gestion planifiée

⁴⁹ Voir la section intitulée « Le cadre mondial ».

⁵⁰ V. Lénine, Oeuvres, Tome 18, 2e partie, p. 83. Cité dans « La plate-forme politique de l'Opposition russe de 1927 » (plate-forme de l'Opposition de gauche), Cahier du CERMTRI, No. 32, Paris, 1984, p. 20.

⁵¹ A. Nove, op. cit. p. 157.

[Retour à la table des matières](#)

Tout pas visant à s'écarter du marché, selon Nove, mène irrémédiablement à la bureaucratie. Veut-on combattre ce nouveau fléau qui s'érige comme un obstacle dans la lutte pour dépasser le marché ? Une telle attitude est « incohérente », soutient-il ; on ne peut être « en même temps contre la bureaucratie et contre le marché ». ⁵² Il invoque néanmoins « à nouveau », dit-il, « l'appui de Léon Trotsky » qui, dans le cadre de la lutte menée contre « le système bureaucratique de planification centrale mis en place par Staline au début des années 1930, [...] insista vigoureusement sur la nécessité d'associer "plan, marché et démocratie soviétique" tout au long de ce qu'il appelait "l'époque de transition" ». ⁵³

a) La fausse alternative « marché/bureaucratie »

L'association faite par Trotsky des trois composantes essentielles que sont, le plan, le marché et la démocratie soviétique ⁵⁴ (ou démocratie ouvrière) pendant la période de transition, est certes un pilier de la lutte contre la bureaucratie. Mais il serait abusif de voir cette lutte contre la bureaucratie comme une lutte pour la défense du marché. Il s'agit justement du contraire. La finalité de la période de transition, comme cela a déjà été souligné, est la mise en place d'un nouveau régime, caractérisé par une direction consciente de l'économie planifiée par la société. La liquidation de l'ancien régime, et du marché qui en est le fondement, exige la liquidation de l'obstacle qu'est la bureaucratie. L'existence de la bureaucratie ne saurait être vue comme une alternative au marché. Elle est plutôt la meilleure garantie objective du maintien en place du marché et de son retour en force éventuel là où il aura été temporairement mis en veilleuse, ce retour venant apporter la démonstration implacable de la faillite des méthodes de gestion de la bureaucratie.

Le plan, compris comme le successeur historique du marché, signifie, a-t-on dit, l'organisation consciente par la société de la production et de la

⁵² Idem, p. 233.

⁵³ Ibidem.

⁵⁴ Ce terme renvoie bien sûr à la démocratie des soviets ou conseils ouvriers tels qu'ils ont existé dans la révolution russe. Il ne saurait d'aucune manière évoquer la société actuelle de l'Union soviétique où la démocratie soviétique est totalement inexistante.

répartition. Si ce contrôle échappe aux mains de la société comme collectivité pour se concentrer dans les mains d'une bureaucratie toute-puissante et omnisciente, décidant de tout de manière arbitraire en fonction de critères qui lui sont propres, imposant sa loi et son ordre à une population forcée d'obéir aux diktats, le moins qu'on puisse dire est qu'alors, pas plus que sous le régime du marché, la collectivité ne contrôle ses destinées. Ici, elle se trouve privée des moyens mêmes qui devraient lui permettre d'avancer dans la conquête de ce contrôle, c'est-à-dire des moyens de production désormais expropriés, mais tombés sous le contrôle exclusif de la bureaucratie. L'économie n'est plus guidée par « les lois aveugles du marché et de la concurrence », mais par les lois tout aussi aveugles reflétant les choix et les préférences de la bureaucratie. Dans un cas comme dans l'autre, ces lois s'imposent à la société qui n'a aucune prise directe sur son destin. Dans un cas comme dans l'autre, une lutte s'impose pour la conquête de cette prise en main.

C'est pourquoi l'association des composantes que sont le plan et la démocratie soviétique avec le marché ne saurait être comprise comme combinaison statique mais encore une fois comme des éléments qui, tout en se complétant et se renforçant réciproquement dans la période de transition, se trouvent simultanément en opposition. Pour être plus précis, la démocratie soviétique, comprise comme la forme permettant la participation réelle de la masse de la population à la prise des décisions et leur exécution, est un élément essentiel du triomphe véritable du plan sur le marché, au sens où celui-ci est le fait de la collectivité tout entière.

Ainsi comprise, la démocratie soviétique n'est plus simplement un instrument d'un mode de régulation de l'économie combinant aussi le plan et le marché, mais bien un enjeu. Elle est un élément essentiel du triomphe du socialisme sur le capitalisme. Elle doit avoir raison des institutions léguées par le capitalisme et des nouveaux obstacles qui se dressent devant elle, une fois le capital exproprié. Elle doit être imposée aux forces qui prônent le retour en arrière comme à celles qui freinent sa marche en avant, notamment à une bureaucratie qui s'efforce par tous les moyens de la réprimer, de l'étouffer. Son libre exercice implique la liquidation de la bureaucratie et ouvre la perspective du plan démocratiquement élaboré, seule alternative véritable au marché. Elle ne peut, cela va de soi, se réaliser du jour au lendemain. C'est pourquoi toutes les formes de son exercice ne peuvent être connues a priori. Elles seront trouvées dans le développement même du processus réel. Elles ne sauraient entre temps être écartées comme à jamais impossibles.

b) La nécessaire conquête de la démocratie

[Retour à la table des matières](#)

Pas de socialisme sans démocratie, expliquaient Marx et Engels dès le *Manifeste du Parti communiste* de 1847. « La première étape de la révolution ouvrière, disaient-ils, est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie ». ⁵⁵ Les formes concrètes de cette démocratie à conquérir ne pouvaient être élaborées dans l'abstrait par Marx et Engels qui, selon leur expression, « n'anticipaient pas sur le monde de demain par la pensée dogmatique » ⁵⁶ Elles devaient être trouvées et révélées dans l'action révolutionnaire elle-même, dans le mouvement spontané de la masse de la population cherchant les moyens spécifiques de l'exercice de son pouvoir et de sa gestion de la société. Ces formes doivent être appropriées à un renversement complet de la situation, c'est-à-dire à la mise en place pour la première fois dans l'histoire des conditions de l'exercice du pouvoir par la majorité de la population et non plus par la minorité. Elles appellent le remplacement des institutions conçues pour l'exercice du pouvoir de la minorité sur la majorité par de nouvelles institutions adaptées à la réalisation d'une démocratie véritable permettant, dans un mouvement centralisé de bas en haut et de haut en bas, la participation, à tous les niveaux, de la population à l'élaboration des objectifs, à la préparation du plan visant à réaliser ces objectifs, à l'exécution du plan, et finalement à la correction, le cas échéant en cours d'exécution, de ses imprécisions.

Le nouvel État de la période de transition, ainsi érigé sur les ruines de l'ancien, l'État des soviets ou des conseils, doit permettre, comme l'expliquait Lénine au premier congrès de l'Internationale communiste en 1919, ⁵⁷ une extension jusqu'alors inconnue du principe démocratique en faveur des anciennes classes opprimées, en même temps qu'une restriction des libertés pour les anciennes classes dominantes. Alors que la démocratie bourgeoise et le parlementarisme sont organisés de telle façon que la population travailleuse soit le plus éloigné possible de l'appareil gouvernemental décisionnel, lui permettant tout au plus de décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quels membres de la classe dirigeante la « représenteront » et la « fouleront aux pieds » au Parlement, ⁵⁸ l'organisation soviétique de l'État est

⁵⁵ K. Marx, F. Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Union générale d'éditions 10-18, Paris, p. 45.

⁵⁶ Voir plus haut la section intitulée « Des idées lacunaires et trompeuses ? ».

⁵⁷ Voir *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Librairie du travail, réimpression in fac-similé, Maspéro, Paris, 1972, p. 9.

⁵⁸ K. Marx, *La guerre civile en France, 1871*, Éditions Sociales, Paris, 1968, p. 43.

au contraire construite comme un « corps agissant, exécutif et législatif à la fois », ⁵⁹ destiné à l'impliquer directement dans la gestion et la décision, dans l'exercice réel du pouvoir. S'il n'y a pas de socialisme sans démocratie, en retour on peut facilement comprendre que la question à l'ordre du jour n'est pas la simple « démocratisation » d'institutions existantes. Il saute aux yeux que la démocratie pleine et entière exige la révolution socialiste, l'expropriation du capital, base du pouvoir des anciennes classes dirigeantes dont le régime bloque ce plein exercice.

Systématiquement depuis la Commune de Paris de 1871, ces formes du pouvoir et de l'organisation de la société ont jailli spontanément de l'action révolutionnaire, désignant à la fois le but à atteindre et les moyens pour y arriver. Mises en place de manière embryonnaire par la révolution russe de 1917, elles ont été liquidées par l'isolement de cette révolution et l'émergence dans ces conditions d'une bureaucratie répressive et centralisatrice. Elles demeurent plus que jamais un enjeu de la lutte des classes, tant à l'est qu'à l'ouest, tant dans les pays sous-développés soumis à la domination impérialiste, que dans les pays industrialisés. L'organisation socialiste, planifiée, de la production et de la répartition, c'est-à-dire la victoire sur la main invisible, est synonyme de prise en main directe par la société, synonyme d'exercice complet de la démocratie. Cette démocratie est à conquérir selon l'expression de Marx et Engels. On ne saurait rejeter à l'avance comme impossibles les formes les plus développées de son exercice, formes encore non connues peut-être, mais qui seront nécessaires à un contrôle complet des destinées de la société, à une victoire réelle du plan sur le marché.

c) Mission impossible ?

[Retour à la table des matières](#)

Pour Nove, tout cela relève du dogme, de l'utopie, du « crédo socialiste ». « Il n'y a aucun sens à prétendre que l'État puisse être dirigé par l'ensemble des citoyens et il y aura par conséquent nécessairement une division entre gouvernants et gouvernés » ⁶⁰. « Les dogmatiques », explique-t-il, sont « en quête d'une forme introuvable de démocratie économique et politique directe, dans laquelle la "société" décide et le travail est directement social, c'est-à-dire

⁵⁹ Ibidem.

⁶⁰ A. Nove, op. cit., p. 251.

sciemment utilisé par la société en vue de satisfaire ses besoins, sans passer par le "détour" du marché et des relations de valeur »⁶¹

Il n'existe pour lui « aucun moyen concevable de démocratiser le système de planification sans renforcement des éléments de marché »⁶² Les liens horizontaux assurés par le libre jeu du marché, répète-t-il, sont la seule alternative à la subordination verticale qui est le fait inévitable d'une planification nécessairement génératrice de bureaucratie.⁶³ Au delà des rêves des utopistes, comment éviter la réapparition d'une nouvelle « classe de fonctionnaires », d'une « distinction entre dirigeants et dirigés ? »⁶⁴ Les relations de subordination sont vues comme un « impératif fonctionnel » par Nove qui se demande dans quelle mesure « l'inégalité devrait être tolérée et liée aux places occupées dans la hiérarchie ». ⁶⁵ « Aussi devrions-nous réfléchir au degré d'inégalité indispensable pour susciter l'effort nécessaire d'hommes libres ». L'échelle des rémunérations devrait donc être influencée par les conditions du marché, c'est-à-dire l'offre et la demande de travail. ⁶⁶

Contre la possibilité à venir de la victoire du plan sur le marché et de l'exercice de la démocratie soviétique au sens qui vient d'être donné à ce terme, Nove invoque « la complexité accablante » du plan central, la lourdeur du processus de décision démocratique, qui poserait en conséquence des problèmes insurmontables. Qui, par exemple, aura à décider de l'horaire des trains, du nombre d'oignons à cultiver ? La direction des chemins de fer devrait-elle être responsable devant les cheminots ou devant les usagers ? Qui sera responsable de chacune des quelque douze fonctions essentielles que doit remplir un aéroport ? Et responsable devant qui ? Où est l'autorité ? Qui doit coordonner toutes ces fonctions, passer les commandes... ?⁶⁷ Quel rôle jouera dans ces prises de décision l'assemblée démocratiquement élue ? Pour adopter un plan général pour la société, l'assemblée élue du centre dispose-t-elle du temps et des connaissances pour s'occuper des menus détails d'un plan global de l'économie ?⁶⁸ Quant au problème du nombre, comment le résoudre ? « Soyons réalistes: si tout le monde voulait prendre la parole en assemblée générale, il n'y aurait plus de temps pour le reste ! »⁶⁹ Est-il possible d'amener des millions d'acheteurs à décider par voie de votes majoritaires, de leurs choix de consommation et d'en déduire quoi que ce soit du point de vue de l'influence d'un tel processus sur les décisions de production ? « Est-il bon que

⁶¹ Idem, p. 287.

⁶² Idem, p. 229.

⁶³ Idem, p. 230. Cette idée est reprise en maints endroits.

⁶⁴ Idem, p. 61.

⁶⁵ Idem, p. 273.

⁶⁶ Idem, p. 274.

⁶⁷ Idem, p. 62.

⁶⁸ Idem, p. 48.

⁶⁹ Idem, p. 280.

les citoyens d'une ville ou d'un pays se prononcent à une majorité de 3 contre 1 pour ne pas fournir telle ou telle chose - des quatuors à cordes au pain de seigle - qui a l'heur de plaire à une minorité ? »⁷⁰

Sans évacuer l'importance des problèmes à résoudre, dont bon nombre restent indéniablement, encore aujourd'hui, sans réponse précise, le lecteur du livre de Nove ne peut voir autre chose dans trop de ses illustrations qu'une certaine forme d'humour dont l'effet est plutôt de ridiculiser le problème posé que d'aider à le résoudre, de le montrer souvent, en fait, comme à jamais insoluble, et de décourager par le fait même toute velléité de s'y attaquer comme à une tâche d'importance à résoudre pour avancer dans la voie de la domination du marché par l'organisation planifiée. Mais il serait plus exact de dire que ces illustrations sont plutôt destinées à « étayer » la thèse centrale de Nove selon laquelle on ne peut se passer du marché.

d) Quelques contradictions

[Retour à la table des matières](#)

L'exercice cependant n'est pas exempt de contradictions. Dans le développement de son modèle de « socialisme réalisable », Nove est amené à recourir à certaines propositions de fonctionnement dont le contenu s'apparente largement à des formules qui ont préalablement été l'objet de ses propres critiques. Il est question par exemple, dans la prévision que les organismes chargés de la planification auront à effectuer, de la « structure future de la demande », de la « préférence temporelle de la société ». ⁷¹ Mais, serait-on porté à dire en reprenant à notre propre compte les critiques que Nove adresse à « l'utopie marxiste », comment mesurer une telle chose ? Nove parle ensuite de « consultation démocratique » pour décider des secteurs « dont les biens et services pourraient être fournis gratuitement : enseignement, santé, sécurité sociale (y compris les allocations de recyclage pour les personnes rendues surnuméraires par le progrès technique), services divers (jardins publics, musées). *La liste pourrait être longue.* » ⁷² Tout cela échappera aux lois du marché ? Mais en vertu de quoi ? Sur quelle rationalité se fondera alors la prise de décision si elle échappe aux critères marchands ? Nove répliquerait sans doute que les signaux émis par le marché sont nécessairement imparfaits et qu'il faut y suppléer. ⁷³ Mais comment pourra-t-on évaluer comparativement

⁷⁰ Idem, p. 286.

⁷¹ Idem, p. 265.

⁷² Ibidem.

⁷³ Idem, p. 266.

les « effets utiles » interpersonnels et les comparer aux coûts ? Tout cela n'est-il pas en soi révélateur de la faillite du marché et de la nécessité du plan comme moyen pour la société d'avoir une prise directe sur l'économie ? Cela ne désigne-t-il pas le plan comme un enjeu social dont l'influence doit sans cesse s'élargir ? Mais poursuivons.

« L'éventail des biens disponibles gratuitement, précise Nove, relève d'une décision politique démocratique ». ⁷⁴ « Les votes démocratiques, y compris les référendums, pourraient être utilisés pour déterminer (ou choisir entre) les grandes priorités, décider de consacrer davantage d'investissements au commerce de détail par exemple, aux transports publics, aux dispensaires ruraux, aux jardins d'enfants, à la production en série de congélateurs, ou encore de lancer une enquête sur les insuffisances d'un secteur économique. Les représentants des usagers se verraient conférer une fonction importante, parallèle à celle des producteurs et de l'État, dans les instances supérieures des industries nationalisées et centralisées [...] L'assemblée démocratiquement élue, adopterait, amenderait, choisirait entre les plans prospectifs et cohérents pour l'ensemble de l'économie qui lui seraient soumis ». ⁷⁵ En ce qui concerne les raretés, « l'État et ses institutions démocratiques seront là pour aplanir les différends et répartir les demandes concurrentes de ressources [...] » ⁷⁶.

Mais tout cela, rétorquera Nove, demeure localisé au plan macro-économique, à un niveau fort agrégé. D'aucune manière les processus démocratiques qui viennent d'être décrits ne sauraient être étendus aux niveaux inférieurs où les décisions prises de manière autonome par des unités de préférence petites continueront fatalement à être reliées les unes aux autres par l'intermédiaire du marché. « Avec toutes ces actions, explique-t-il en effet, on est loin d'imaginer qu'il puisse y avoir une consultation "démocratique" pour réduire (ou accroître) la production de chaussures marron ou allouer (ou non) de l'acide sulfurique à un utilisateur donné ». ⁷⁷ Le processus de domination collective et démocratique de la vie économique est possible pour Nove « à un haut niveau d'agrégation », mais il s'arrête là. S'agit-il d'une limite actuelle, imposée par l'état actuel de développement des connaissances et des moyens techniques ? Il semble plutôt que pour Nove il s'agisse d'une limite en quelque sorte naturelle dont il est impensable qu'elle puisse être repoussée, quel que soit l'horizon envisagé.

La question même de l'horizon, qui est pourtant au centre de la définition du « socialisme réalisable » de Nove, n'est pas sans poser de problèmes. Ce « socialisme réalisable », comme nous l'avons vu plus tôt, est accroché chez

⁷⁴ Idem, p. 267.

⁷⁵ Idem, pp. 286-287.

⁷⁶ Idem., p. 289.

⁷⁷ Idem, p. 287.

Nove à un horizon temporel, « l'horizon de vie d'un enfant déjà conçu ». Pourtant, lorsqu'il traite de la combinaison des trois éléments que sont le plan, le marché et la démocratie soviétique en se référant aux écrits de Trotsky, il dit avoir en tête « l'époque de transition à laquelle Trotsky pensait » dans les écrits qu'il cite.⁷⁸ Or la transition du capitalisme au socialisme à laquelle pense Trotsky ne fixe pas de tel horizon a priori. Il ne choisit pas un point plus ou moins figé de cette transition pour l'appeler « socialisme réalisable ». Il envisage plutôt une réalité en transformation permanente, expression réelle du passage du capitalisme au socialisme. Nove ne contribue pas à clarifier les choses lorsque, quelques pages plus loin, il parle de « l'avènement du socialisme proprement dit, quelle que soit la définition retenue », comme d'une « perspective très lointaine ». ⁷⁹ Pourtant, en conclusion de son livre, il revient à la charge pour fustiger et rejeter comme inacceptable la conception mondiale du socialisme du fait même qu'une telle « définition » du socialisme en reporterait nécessairement la réalisation au-delà de « l'horizon temporel du présent exercice ». ⁸⁰

⁷⁸ Idem, p. 234.

⁷⁹ Idem, p. 245.

⁸⁰ Idem, p. 289.

e) Gouvernement des hommes et administration des choses

[Retour à la table des matières](#)

Enfin, en terminant cette section, qu'il soit permis de formuler quelques remarques relatives à l'État et aux formes diverses qu'il est amené à prendre dans le cours du développement historique. Il en est de l'État dans la théorie marxiste, comme des autres catégories sociales. L'État a un *contenu* universel, qui prend des *formes* particulières diverses d'une société de classe à une autre. Il est l'ensemble des moyens, instruments, institutions par le biais desquels une classe exerce sa domination. Ces moyens, instruments, institutions ont des formes différentes spécifiques à la domination de telle ou telle classe. Les institutions bourgeoises, le parlementarisme notamment, sont les institutions adaptées au pouvoir de la bourgeoisie. Les institutions de l'État ouvrier, cela a été mentionné plus haut, sont les institutions destinées à permettre l'exercice du pouvoir de la majorité de la population et son implication directe dans l'exécution des tâches économiques et politiques de la société.

Ceci étant rappelé, il ne doit y avoir aucune ambiguïté, ni aucune confusion entre l'État et l'appareil administratif dont il dispose pour assurer le fonctionnement technique de l'économie. Évoquant la perspective du dépérissement de l'État (comme organe de domination de classe) à mesure que seront mises en place les bases matérielles nécessaires à l'élimination progressive des classes, Marx et Engels ont parlé de l'époque où « le gouvernement des hommes ferait place à l'administration des choses ». L'administration des choses, au sens de planification ou d'administration publique, exige, il va sans dire, un appareil technique appelé à s'élargir dans les proportions mêmes où se développent les bases matérielles nécessaires au dépérissement de l'État. Si l'État, comme instrument de domination est appelé à disparaître et avec lui le « gouvernement des hommes » au sens où ce gouvernement s'exerce *sur* les hommes, par contre, le contrôle exercé collectivement par la société sur les choses, c'est-à-dire l'administration des choses, doit être sans cesse perfectionné.

Il est regrettable de retrouver chez Nove l'interprétation caricaturale qu'il donne de cette expression. « Une des formules les plus trompeuses de Marx, dit-il, est celle qui évoque le remplacement du "gouvernement des hommes"

par "l'administration des choses". On ne saurait administrer des choses ! On ne saurait apostropher un chou ou une tonne de roulements à bille alors qu'il est possible de charger ou de convaincre quelqu'un de faire pousser, de fabriquer ou de transporter telle ou telle chose ». ⁸¹

Entre le « gouvernement des hommes » et « l'administration des choses », il y a le passage d'une société à une autre. Nove s'arrête quelque part entre les deux. Il voit le passage à la deuxième comme impossible. Ce passage sera graduel comme celui qui mène du marché au plan, qui est en fait le même. Il attaquera et liquidera progressivement les vestiges de l'ancienne société. Lénine consacre dans *L'État et la révolution* quelques paragraphes à cette question :

« Nous ne sommes pas des utopistes. Nous ne "rêvons" pas de nous passer d'emblée de toute administration, de toute subordination ; ces rêves anarchistes [...] sont foncièrement étrangers au marxisme et ne servent en réalité qu'à différer la révolution socialiste jusqu'au jour où les hommes auront changé. Nous, nous voulons la révolution socialiste avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne se passeront pas de subordination, de contrôle, de "surveillants et de comptables" ». ⁸²

Voilà le point de départ. Mais « on peut et on doit, poursuit Lénine, dès à présent, [...] *commencer* à remplacer les "méthodes de commandement" [...] en vigueur par le simple exercice d'une "surveillance et d'une comptabilité"», prendre les mesures conduisant à « "l'extinction" graduelle du fonctionnarisme » jusqu'à ce que la « machine bureaucratique de l'État actuel » ayant été brisée, la gestion collective d'un « mécanisme admirablement outillé au point de vue technique », soit prise en main par les « ouvriers associés ». ⁸³

Au-delà des expressions que Nove ne manquera pas de taxer de romantiques, il y a le processus en cours, les tâches à accomplir à chaque étape de ce processus qui reflètent les aspirations profondes de la force sociale porteuse de ce mouvement.

⁸¹ Idem, p. 44.

⁸² V. Lénine, *L'État et la révolution*, Éditions Gonthier, Genève, 1964, p. 57.

⁸³ Idem, pp. 57-58.

7. —

Les forces motrices du changement social

[Retour à la table des matières](#)

Le processus de la transition est celui de la révolution sociale, de la marche en avant de l'histoire. Quel est le moteur de ce processus ? Quelles sont les forces qui le poussent en avant ? Quelles classes ou couches sociales sont porteuses du changement social ? L'histoire enseigne que ce sont les aspirations de la masse de la population dont le travail permet l'enrichissement de la minorité possédante et gouvernante, qui en sont le moteur. Quel rôle joue dans ce processus, à l'époque actuelle, à l'est comme à l'ouest, la population travailleuse⁸⁴ avec ses aspirations ? Ses revendications et les luttes qu'elle engage pour leur défense constituent-elles le fer de lance de la marche en avant ?

a) L'action revendicatrice : moteur ou obstacle ?

Les réponses qu'apporte le livre de Nove à ces questions laissent peu de doute quant à son appréciation du rôle joué par le mouvement revendicatif et l'action syndicale et politique qui en est le principal véhicule. Nove multiplie les allusions aux revendications salariales « déraisonnables », « excessives », à

⁸⁴ Il s'agit bien ici de la population travailleuse dans son ensemble, c'est-à-dire du travail salarié en général et non de sa seule composante ouvrière. Se référant à Nicos Poulantzas, Nove laisse entendre fautivement que la « pureté » de l'analyse marxiste confine à une telle définition restrictive de la classe ouvrière. (Op. cit. pp. 202-203).

l'attitude « corporatiste », « irresponsable » et « à courte vue », des syndicats, de partis ouvriers comme le Labour Party de Grande-Bretagne et surtout de la gauche de ce parti. « Les syndicats », dit-il par exemple, en faisant allusion à la Grande-Bretagne, « n'ont aucune responsabilité, et pourtant ils ont le pouvoir de perturber les activités et d'imposer un personnel en surnombre ainsi que de revendiquer des augmentations de salaires sans être le moins du monde tenus de se soucier des conséquences, y compris pour les autres ouvriers »⁸⁵. Ou encore, « [...] les syndicats, prenant la défense d'intérêts corporatistes, se sont fait un métier de revendiquer des augmentations de salaires et de déclencher des mouvements de grève ». ⁸⁶ Il critique « l'usage inconsidéré du pouvoir syndical [qui] peut infliger de très graves préjudices aux autres citoyens ». ⁸⁷ Il regrette le manque le manque d'autorité des directions syndicales qui n'arrivent pas à faire entendre raison à la masse des syndiqués et les mettre au pas. « Imprégnés de valeurs bourgeoises », aussi en proie à « l'égoïsme et à l'avidité que n'importe qui d'autre », « non moins chauvins, intolérants, bornés ou intéressés que d'autres groupes de notre société imparfaite », plusieurs « nourrissant des préjugés racistes, sexistes et autres », peut-on compter sur eux, les ouvriers, tels qu'ils existent aujourd'hui, pour bâtir le socialisme ? ⁸⁸

À lire Nove, ce n'est pas non plus le mouvement revendicatif de la masse de la population opprimée qui constitue le moteur du changement dans le développement de la révolution anti-impérialiste dans les pays dominés, ni dans le développement de la révolution politique contre la bureaucratie dans les pays de l'est. Au Chili par exemple, explique-t-il, ce sont les revendications excessives de la classe ouvrière et l'action de ses organisations autonomes de ravitaillement, les JAP (Juntas de Abastecimiento Popular) qui ont « provoqué la colère des classes moyennes ». ⁸⁹ Par suite, ajoute Nove, « cette désaffection de la petite bourgeoisie [...] fut un facteur déterminant du renversement d'Allende par un coup d'État militaire » ! ⁹⁰

Si on suit la logique de Nove ici, le mouvement autonome de la masse de la population en lutte pour son émancipation, de moteur qu'on le croyait être, est devenu l'obstacle. Le contrôle des prix, poursuit Nove, c'est-à-dire le résultat du mouvement d'opposition à la hausse des prix comme moyen de préserver le pouvoir d'achat, « est en partie responsable de la débâcle écono-

⁸⁵ A. Nove, op. cit. p. 220.

⁸⁶ Idem, p. 274.

⁸⁷ Idem, p. 275.

⁸⁸ Idem, pp. 71-72 et 76-78. Pour « renforcer » son argumentation, Nove cite la phrase suivante d'Oscar Wilde : « Il n'y a qu'une classe dans la société qui pense davantage à l'argent que les riches, ce sont les pauvres ».

⁸⁹ Idem, p. 206. Les JAP avec les cordons industriels sont les formes embryonnaires qu'a prises l'organisation du pouvoir ouvrier et populaire au Chili entre 1971 et 1973.

⁹⁰ Idem, p. 211.

mique du Chili ». Il a joué un rôle important, ajoute-t-il, dans ce qu'il appelle « la catastrophe polonaise ». ⁹¹

Ici, c'est du syndicat Solidarnosc dont il s'agit. Solidarnosc, syndicat libre, réunit, rappelons-le, l'adhésion de la quasi totalité de la population polonaise en lutte contre une bureaucratie honnie. À ce propos il est nécessaire d'ouvrir ici une brève parenthèse. Réfléchissant sur les attitudes de ce qu'il appelle « la classe ouvrière véritable », Nove s'appuie sur les propos d'un auteur hongrois, Mihai Vajda, pour qui il n'y a aucune raison d'attendre une solidarité de la classe ouvrière, hormis en cas de conflit avec l'ennemi de classe, et encore pas toujours, souligne-t-il de manière interrogative. « Sans capitalistes contre qui lutter, se demande-t-il, quels liens devrait-il y avoir entre les intérêts des chauffeurs d'autobus, des mécaniciens, des maçons, des balayeurs et des cuisiniers ou, aussi bien, entre les habitants de l'Afrique occidentale et ceux de la péninsule ibérique de la Malaisie ? » ⁹² Nove répond lui-même à la question en disant : « le point de vue contraire ne repose que sur la foi ». ⁹³ La classe ouvrière polonaise, elle, a donné à cette question une réponse différente.

Mais comment Nove évalue-t-il l'action de Solidarnosc? « [...] outre des récriminations parfaitement justifiées concernant les conditions de travail, "Solidarité" revendique des augmentations de salaires, une réduction de la durée du travail et l'annulation des hausses des prix alimentaires qui, prises ensemble, étaient impossibles dans les conditions économiques de la Pologne. Ses actions ont contribué à accentuer la baisse de la productivité ». ⁹⁴ Qu'aurait-il fallu que Solidarnosc fasse ? Qu'il se montre plus raisonnable dans ses revendications pour sauver un régime qui répugne profondément à la totalité de la population polonaise, à l'exception de cette fraction privilégiée qu'est la bureaucratie répressive au pouvoir ?

En fait, le problème est là. Nove voit, avec raison, l'action revendicative comme perturbatrice, comme menaçant un équilibre précaire réalisé dans le cadre du système existant. Toute la question est de savoir si le régime existant vaut la peine d'être sauvé ou non. Le mouvement revendicatif de la très large majorité de la population indique par les actions posées, par les besoins exprimés, son aspiration au changement, même s'il ne formule pas encore de manière explicite la nature du changement à effectuer. Le processus en cours, qui semble échapper à Nove, est celui de la lutte pour l'émancipation. Il s'agit, selon l'expression utilisée par Marx et Engels dans *L'Idéologie allemande*, du « mouvement réel qui abolit l'état actuel ». Le contexte social de lutte dans lequel les revendications sont formulées et la bataille engagée pour leur

⁹¹ Idem, p. 205.

⁹² Idem, p. 71.

⁹³ Ibidem.

⁹⁴ Idem, p. 187.

satisfaction, les aspirations qu'expriment ces revendications et le mouvement qu'elles entraînent, tout cela est absent de l'analyse de Nove.

b) Des revendications excessives ?

[Retour à la table des matières](#)

Si on envisageait par exemple un ensemble de revendications formulées dans un contexte où la collectivité serait en mesure d'exercer un contrôle réel, planifié, de ses activités de production et de répartition, il va de soi qu'il lui faudrait rigoureusement évaluer ses besoins, ses possibilités de les satisfaire, les coûts que cela implique, traduire le mieux possible, dès le début de la transition, ces évaluations en prix, en salaire, en évolution de la productivité, prévoir par ailleurs du travail pour tous et toutes et une progression régulière du niveau de vie. Cela est le résultat visé, désigné par le mouvement même qui engage la masse dans la lutte pour le contrôle et l'amélioration graduelle de ses conditions de vie et de travail.

Pour y arriver cependant, il n'y a pas de cheminement ordonné. Comme des intérêts divergents sont en cause, il n'y a pas de progression en douce. Surtout, on ne saurait exiger du mouvement qu'il accomplisse un calcul social qu'il n'est pas en mesure de faire même s'il est en train d'en jeter les bases. À travers les embûches, les soubresauts, il y a de fortes chances que l'amélioration future des conditions de la production sociale passe par leur détérioration temporaire.

La désorganisation économique qui accompagne toute révolution, souvent alimentée par le sabotage organisé par les forces de la réaction, n'est d'aucune manière la démonstration de l'irrationalité des gestes posés ni des méthodes nouvelles de gestion de l'économie qui sont en voie d'être mises en place. « La grande révolution française », rappelait le IV^e congrès de l'Internationale communiste, « qui posa les prémisses du puissant développement capitaliste de la France et de l'ensemble de l'Europe, eut pour résultat immédiat la dévastation et le déclin de la vie économique. Dix ans après le début de cette grande révolution, la France était plus pauvre qu'avant ». ⁹⁵ On ne demande pas aujourd'hui si les demandes des révolutionnaires de 1789 étaient déraisonnables. Leur action apparaît à tous, aujourd'hui, comme ayant été nécessaire pour faire sortir l'humanité de l'absolutisme féodal.

⁹⁵ Thèses sur la situation économique de la Russie soviétique, op. cit., p. 113.

Si les revendications, telles que formulées, peuvent parfois apparaître comme anarchiques, voire même contradictoires, elles n'en expriment pas moins des aspirations qui n'ont rien de farfelu ou de « déraisonnable ». Sont-elles « excessives », irréalisables ? Du point de vue du système du profit, très certainement. Du point de vue des intérêts de la bureaucratie, tout autant. Mais du point de vue des capacités matérielles de l'économie, elles sont tout aussi réalisables que légitimes. Sur quoi sont fondées ces revendications ? Sur de vagues projets imaginaires d'une société future ? Ou sur ce que les travailleurs et travailleuses ont devant eux, dont ils connaissent l'existence et dont ils ont déjà fait l'expérience, comme par exemple un emploi et un salaire permettant un niveau de vie décent allant progressivement en s'améliorant ? En quoi est-il déraisonnable ou excessif de réclamer ces choses élémentaires que, *matériellement* l'économie a assurées dans le passé, qu'elle est toujours *matériellement* capable de réaliser, mais que le régime du profit refuse désormais d'accorder en imposant des retours en arrière sur toute une série d'acquis ? De telles revendications méritent-elles d'être freinées ou d'être poussées ? Avec le développement de la science et de la technique, et la hausse de la productivité sociale qui en découle, avec les perfectionnements introduits par les moyens de l'informatique, de la robotique, etc., qu'y a-t-il de plus normal que de s'attendre à ce que cela se traduise en améliorations du pouvoir d'achat, en libération du travail pénible, en réduction de la journée de travail sans diminution de salaire ? Qu'y a-t-il de déraisonnable dans le fait de s'opposer à ce qu'au contraire tous ces perfectionnements du modernisme signifient perte d'emplois et réduction du niveau de vie ? Il n'y a pas d'obstacle technique à ces revendications qui sont réalisables à partir des conditions matérielles existantes. Il n'y a que l'obstacle de l'appropriation privée des fruits du progrès technique qui, pour la grande masse de la population, traduit ces progrès en reculs.

Il n'y a pas ici de « soyons réalistes, demandons l'impossible » ou encore de « nous devons revendiquer des salaires plus élevés, des salaires toujours plus élevés, jusqu'à ce que nous finissions par détruire le salariat ». ⁹⁶ L'action revendicative n'a rien à voir avec ces caricatures. Elle souffre certes de son inorganisation, des divisions en son sein qui l'affaiblissent et même la paralysent. Les intérêts particuliers, défendus par les divers groupes en dehors d'une concertation dont le mouvement pourtant a un besoin vital, apparaissent parfois comme conflictuels. Il n'en demeure pas moins que l'action revendicative exprime l'aspiration profonde au changement et qu'elle est le fondement du mouvement qui y conduit.

c) Le « changement » imposé d'en haut !

⁹⁶ A. Nove, op. cit., p. 204.

[Retour à la table des matières](#)

Ne voyant pas l'action revendicative de la majorité travailleuse de la population comme l'élément qui propulse la marche en avant, Nove est amené à voir le moteur du changement dans d'autres forces sociales. Le lecteur pourra en effet découvrir, non sans étonnement, qu'en Pologne, la solution pourrait venir, non pas des organisations libres que l'ensemble de la population s'est données envers et contre la bureaucratie détestée, mais bien du bras armé de cette même bureaucratie dont le premier acte a été de prononcer la dissolution de ces organisations et d'imposer sa loi par la force des mitraillettes. « Peut-être l'armée imposera-t-elle enfin les réformes nécessaires »⁹⁷, écrit Nove

En URSS, où la force de répression de la bureaucratie contre la masse de la population est incomparablement plus grande encore que celle de son appendice polonais, le changement ne pourrait venir également que « d'en haut ». Parlant d'Andropov qui venait de succéder à Brejnev au moment où a été publiée l'édition française de son livre, Nove dit de lui :

« Ce dernier doit faire face à de nombreux problèmes et trouver des remèdes aux maux dont souffre l'économie de l'URSS. Selon les bruits qui courent, il serait beaucoup plus intelligent que son prédécesseur et il a étudié attentivement l'expérience hongroise ». ⁹⁸

Quoi qu'il en soit, si réforme il doit y avoir, elle ne peut, selon Nove, qu'intervenir « par décision imposée d'en haut ». ⁹⁹ Nove prend soin d'ajouter, et en cela on ne peut qu'être d'accord avec lui, que la réforme « ne s'accompagnera pas nécessairement d'une libéralisation politique ». ¹⁰⁰

Ne faisant aucune confiance au seul mouvement qui puisse apporter un progrès réel, celui venant de la base, qui s'oppose frontalement à la bureaucratie et désigne sa suppression comme condition première de tout véritable changement, Nove compte sur la hiérarchie pour l'introduction de réformes. Les mesures les plus urgentes et les plus faciles à introduire, explique-t-il, seraient « tout d'abord d'assouplir le contrôle du parti et de l'État sur la

⁹⁷ Idem, p. 186.

⁹⁸ Idem, p. vi. (Préface à l'édition française).

⁹⁹ Idem, p. vii.

¹⁰⁰ Ibidem.

production agricole ». ¹⁰¹ « Il n'existe pas de moyen d'éviter le rôle dominant de la "bureaucratie", à moins de réduire les fonctions d'où elle tire son pouvoir ». ¹⁰² On pourrait se demander pourquoi l'assouplissement en question ne concernerait que la seule production agricole, mais il importe davantage de savoir quel est le contenu d'un tel « assouplissement » et d'où peut en venir l'initiative. S'agit-il de l'introduction indispensable d'une véritable démocratie soviétiste par laquelle la masse de la population travailleuse accèderait à la prise en main de la production et de la distribution ? Il va sans dire qu'une telle chose ne peut venir « d'en haut ». S'il n'existe pas d'autre moyen de réduire le rôle dominant de la bureaucratie que de réduire les fonctions d'où elle tire son pouvoir, de qui donc peut-on s'attendre à ce que des mesures réelles soient prises en ce sens ? De la bureaucratie elle-même acceptant de réduire ses propres pouvoirs et les privilèges qui en découlent ?

Comment Nove envisage-t-il cet assouplissement, cette réduction des fonctions de la bureaucratie ? Cela est impossible, explique-t-il, « si l'on se refuse à accorder l'autonomie aux unités productives », impossible « sans "production marchande" ni marchés ». ¹⁰³ Pour Nove, cela a déjà été mentionné plus tôt, « il n'existe aucun moyen concevable de "démocratiser" le système de planification sans renforcement des éléments de marché ». ¹⁰⁴ Le seul moyen « d'aller de l'avant », conclut-il, est celui qui a été essayé en Hongrie en 1968. « *Il n'y a tout simplement aucune autre solution* ». ¹⁰⁵ Il faudra revenir plus loin sur ce moyen « d'aller de l'avant » qu'est la « voie hongroise ».

¹⁰¹ Op. cit. p. 230.

¹⁰² Idem, p. 297.

¹⁰³ Ibidem.

¹⁰⁴ Idem, p. 229.

¹⁰⁵ Idem, p. 232.

d) Aller à droite « pour gagner le centre »

[Retour à la table des matières](#)

Mais d'abord, qu'en est-il à l'ouest ? Nove n'y voit « aucune marche vers le socialisme ». On peut même parler, précise-t-il, d'une marche en arrière, faisant allusion à la « nouvelle droite » aux États-Unis, la faiblesse sinon la désintégration du Labour Party en Grande-Bretagne, la victoire des conservateurs en Allemagne fédérale, les difficultés de la majorité socialiste en France.¹⁰⁶ Face à une telle situation, explique Nove, il n'y a d'autre solution que de pratiquer une politique visant à amener « le centre à passer à gauche ». ¹⁰⁷ Les politiques « trop à gauche » de certains partis ouvriers comme le Labour Party en Grande-Bretagne, où Nove regrette que les syndicats aient « renforcé leur pouvoir sur la direction politique du parti » ¹⁰⁸ sont de nature à effrayer l'électorat. Pour le ramener à gauche, la modération s'impose. La « seule chance qu'a un gouvernement socialiste de ne pas perdre le pouvoir lors des prochaines élections à l'occasion d'un retour en force de la droite [est] la limitation des augmentations de salaires... » ¹⁰⁹ S'agissant, poursuit Nove, « d'une économie mixte comptant sur un vaste et important secteur privé, il serait nécessaire de laisser opérer les forces du marché... » ¹¹⁰

Nove nous indique ce qu'il faut faire pour préserver l'équilibre existant: se soumettre aux règles de l'économie du marché, aux impératifs du profit privé. La médecine qu'il propose est bien connue. Elle est certainement de nature à aider à la réalisation des objectifs qu'il définit. On peut penser cependant que de telles prescriptions rencontreront l'opposition, non pas d'une poignée d'extrémistes ou d'une minorité d'activistes, mais d'une bonne majorité de la population travailleuse, qui aspire à autre chose.

Nove concentre son attention sur les votes du « centre ». Mais un parti du travail, ouvert à l'adhésion de toute la population travailleuse, ¹¹¹ c'est-à-dire la

¹⁰⁶ Idem, pp. vii-viii.

¹⁰⁷ Idem, p. 211.

¹⁰⁸ Ibidem.

¹⁰⁹ Idem, pp. 211-12.

¹¹⁰ Idem, p. 211.

¹¹¹ Voir à ce sujet la note 84.

grande majorité de la population, donc de l'électorat, a avant tout, à se préoccuper des revendications de cette population travailleuse. La désaffection possible d'une fraction de ses adhérents serait un résultat plausible de l'abandon de ces revendications, mais certainement pas de leur prise en main et du combat engagé pour en obtenir satisfaction.

Si les concessions sur les revendications ont un rôle à jouer, il est plutôt le rôle contraire de celui que Nove leur attribue. À titre d'exemple, regardons le cas du Nouveau parti démocratique (NPD), parti travailliste fondé sur les organisations syndicales au Canada. Plus ce parti a voulu se donner l'apparence de parti « responsable », de parti de « bon gouvernement », tant qu'il a au niveau fédéral appuyé le gouvernement libéral de P.E. Trudeau, qu'il n'hésitait pas à s'associer à des mesures anti-ouvrières et anti-populaires au niveau central ou dans les diverses provinces, plus, en somme, il prenait ses distances face aux revendications ouvrières et aux luttes menées pour leur défense, plus il a vu sa « clientèle » naturelle que sont les travailleurs et travailleuses salariés, désertier ses rangs et préférer s'abstenir que de voter pour lui aux élections. La remontée de sa popularité à l'occasion des élections fédérales de 1984 ne s'explique que par le fait qu'il se soit rapproché de la mission pour laquelle il a été fondé, soit la défense des revendications sociales, ouvrières et populaires.

Si le Parti socialiste en France n'est pas réélu aux prochaines élections législatives, si la majorité de la population ne lui renouvelle pas sa confiance, on pourra difficilement soutenir que c'est parce qu'il est allé trop loin dans l'exécution des mandats qu'elle lui avait confiés, au contraire, mais bien parce qu'elle aura le sentiment d'avoir été trompée. La main tendue de Mitterrand vers la droite au moment où la crainte de la défaite le pousse à aller encore plus loin dans les compromis, ne peut avoir que l'effet contraire de celui qu'il recherche en démontrant à la population française qui a fait l'expérience de la droite avec Giscard d'Estaing, Raymond Barre, etc., dans quoi il est prêt à s'engager. La voie des compromis, soit disant pour gagner le centre à la gauche, mais en faisant passer à droite la politique de la gauche, n'est pas la voie de la victoire, mais plutôt celle de la défaite.

e) Un « socialisme »
qui « minimise la lutte des classes »

Le « socialisme » que Nove a en tête devrait « minimiser la lutte des classes », dit-il en nous assurant par ailleurs que « la révolution permanente peut être catastrophique ». ¹¹² La conclusion est significative. Sur ce plan, comme sur celui de la lutte entre plan et marché, au delà du point de la transition que Nove choisit d'appeler socialisme, le changement semble s'arrêter, les choses se figer. Le socialisme que Nove a en tête doit en somme favoriser la coexistence pacifique entre les classes qui sont là pour rester. Cela ne constitue pas une surprise, mais l'aboutissement logique du verdict qu'il pose quant à la place des intérêts conflictuels de classe dans la marche de l'histoire. En découle la politique qu'il prône dans l'itinéraire qui doit le mener au point qu'il désigne socialisme, politique qui tente désespérément de préserver l'équilibre de l'ordre existant, de concilier des intérêts opposés, c'est-à-dire en bout de ligne de freiner le mouvement même qui est porteur du changement. Les intérêts divergents peuvent dès lors être vus comme convergents. À la vieille opposition, usée par le temps, entre capital et travail, se substitue la conception plus à la mode de leurs intérêts conciliables. Travail et capital trouvent un milieu particulièrement propice à leur épanouissement commun dans la petite ou moyenne entreprise, unité privilégiée où le travailleur se fond presque naturellement avec l'entrepreneur et le propriétaire dans un magma de « classe moyenne », attachée à la propriété privée, aux intérêts individuels. C'est le règne des petites unités autogérées, reliées entre elles par l'indispensable marché, le règne du « Small is beautiful », qui occupe une place privilégiée dans la pensée de Nove et dans son « socialisme réalisable ».

8. —

« Small is beautiful »

[Retour à la table des matières](#)

Nove pose la question : comment la production devrait-elle être organisée, quelles catégories de producteurs devraient exister, quelles formes de pro-

¹¹² Idem, p. 291.

priété des moyens de production ? ¹¹³ Il soulève la question de la « préférence des producteurs » et à cet effet celle de l'échelle de la production. Alors que les « préférences des consommateurs » devraient prédominer pour décider *quoi* produire, les « préférences des producteurs devraient jouer un rôle majeur lorsqu'il s'agit de déterminer *comment* produire, sans perdre de vue l'impératif de l'économie des ressources et les contraintes liées à la technologie disponible ». ¹¹⁴

Se référant à André Gorz, Ernst Friedrich Schumacher et Ivan Illitch, il exprime sa préférence personnelle pour les activités à petite échelle, celles-ci permettant d'éliminer les diverses « déséconomies d'échelle » qu'on retrouve dans les grandes unités, telles le sentiment d'aliénation de l'ouvrier, son éloignement du centre de décisions, l'impression de n'être qu'un rouage mineur dans une grande machine impersonnelle. ¹¹⁵ À la suite de Gorz, il exprime l'opinion selon laquelle « les aspects négatifs de la société contemporaine sont au moins pour une part liés sans doute davantage à l'industrialisation à grande échelle qu'à la propriété privée en tant que telle » ¹¹⁶ Ou encore : « Le facteur décisif peut être une question d'échelle plutôt que de simple propriété des moyens de production » ¹¹⁷

De ce point de vue, « Small is beautiful », et hormis les activités pour lesquelles aucune alternative n'existe à la production à grande échelle (distribution d'électricité, approvisionnement en eau ...), chaque fois que « la production à grande échelle n'entraîne qu'une modeste baisse de coût, on devrait *a priori* préférer les petites installations ». ¹¹⁸ Le choix des techniques de production doit être guidé par une « préférence inhérente pour les petites unités » ¹¹⁹ conçues « comme un moyen de maximiser la participation et un sentiment "d'appartenance" ». ¹²⁰

a) Plan, marché et taille des unités

¹¹³ Idem, p. 253.

¹¹⁴ Idem, p. 254.

¹¹⁵ Ibidem.

¹¹⁶ Idem, p. 13.

¹¹⁷ Idem, p. 254.

¹¹⁸ Idem, p. 255.

¹¹⁹ Idem, p. 258.

¹²⁰ Idem, p. 288.

[Retour à la table des matières](#)

Nove nous fait part de ses préférences. Il n'est interdit à personne de le faire. Mais une préférence demeure une préférence. D'un point de vue scientifique, il semble plus judicieux de procéder à l'analyse de l'évolution des rapports entre plan, marché et unités de production au cours de la période de transition et d'examiner dans ce cadre la question de l'échelle des unités de production.

Il est vraisemblable qu'au début de la transition, un très grand nombre de petites et moyennes entreprises continueront pendant une période indéterminée à n'être reliée au reste de l'économie que par l'intermédiaire du marché. Les grandes unités de production existantes, pour des raisons politiques et économiques, auront été plus rapidement soumises au plan. Progressivement, les activités de bon nombre de moyennes entreprises pourront à leur tour être intégrées dans le plan. C'est le cas notamment de celles qui entretiennent des liens privilégiés, comme les liens de sous-traitance par exemple, avec les grandes unités déjà nationalisées. D'autres pourront être regroupées, leurs activités pouvant ainsi être mieux coordonnées, et leur lien avec le plan être établi, sans que dès ce moment, ces activités ne soient encore comme telles l'objet d'un contrôle complet par le plan.

La capacité réelle d'intégrer de nouvelles activités dans le plan marquera la mesure de sa progression et de la régression simultanée du marché. La rapidité et les limites de l'extension de cette progression du plan sont certes des éléments pour lesquels tout effort de prévision relève davantage de la spéculation que de toute autre chose. Sans doute est-il légitime de penser cependant que pour la plupart des petites unités de production existant encore comme unités autonomes et aux prises avec le « struggle for life », le regroupement avec d'autres et l'établissement du lien avec le plan apparaîtra tôt ou tard comme un avantage par rapport à la décision d'en rester à l'écart. Mais avant tout, le plan devra leur démontrer sa supériorité, les inciter à la collectivisation qui d'aucune manière ne devra être une collectivisation forcée, brutale, comme par exemple celle que Staline a imposée à la population agricole de l'URSS à partir de 1929.

C'est cela en définitive qui décidera de la place des petites unités dans l'économie, de l'intérêt qu'elles pourront susciter dans la population et par conséquent, de leur nombre, du degré d'autonomie, s'il y a lieu, qu'elles voudront conserver face au plan. Ce sont des décisions prises démocratiquement par des intervenants vivants, en fonction des données concrètes de la situation existante et tenant compte des intérêts individuels et collectifs à chaque étape de la transition, qui en décideront et non une préférence a priori pour la petitesse.

L'effort en vue d'élargir sans cesse le contrôle collectif, celui de toute la population, sur l'ensemble des activités, c'est-à-dire l'ensemble des unités de production, petites, moyennes et grandes, consciemment et scientifiquement reliées les unes aux autres, exige nécessairement divers niveaux de planification, divers types de liens entre les unités de production et le niveau auquel elles se rattachent directement, en particulier pour ce qui est des petites unités dont les activités peuvent être prévues, comptabilisées et planifiées, sous une forme ou sous une autre, par le biais du plan local et sectoriel, réduisant le rôle du marché à sa plus simple expression.

La part laissée à l'initiative individuelle et locale est loin d'être incompatible avec un plan d'ensemble de l'économie, qui peut et doit l'incorporer comme une de ses composantes, en faisant intervenir à tous les niveaux la participation démocratique de la population décidant de ses activités de production les plus diverses, en organisant l'exécution. Cela est au contraire partie intégrante du cheminement préalablement discuté de la transition, avec ses deux composantes indissociables que sont le surpassement du marché par le plan et la conquête de la démocratie, cheminement qui pose par le fait même les questions de l'État et de la propriété des moyens de production, questions centrales de la marche au socialisme.

b) L'échelle, facteur décisif ?

[Retour à la table des matières](#)

C'est à cette lumière qu'il faut se pencher sur le contenu du principe « Small is beautiful » et sur les perspectives qui en découlent. L'échelle des unités de production, a-t-on dit plus tôt, pourrait être, selon Nove, le facteur décisif, plutôt que la *propriété* des moyens de production. Évoquant ce que Radoslav Selucky ¹²¹ appelle la « propriété sociale », Nove parle également de « moyens de production [...] gérés par ceux qui les utilisent en toute indépendance par rapport à l'État ». ¹²²

Il y a là un contenu lourd de signification. D'abord en ce qui concerne la propriété des moyens de production. La base de domination du capital n'est-elle pas la propriété privée des moyens de production ? En conséquence, si on parle de marche au socialisme, la forme de propriété des moyens de production, la manière de les soustraire à la domination du capital, n'est-elle

¹²¹ R. Selucky, *Marxism, Socialism and Freedom*, Londres, Macmillan, 1979.

¹²² A. Nove, op. cit., p. 255.

pas la question décisive? Si on reconnaît ce fait, comment peut-on suivre Gorz et voir l'échelle des unités de production comme le facteur décisif ? Nove, pourtant, reconnaît l'importance de la propriété des moyens de production dans la description qu'il donne de son « socialisme réalisable ». La limitation qu'il impose par exemple à la propriété privée au sens strict du terme (excluant les coopératives) ressort de la citation suivante :

« Quelles limites adopter ? Comme je l'ai déjà laissé entendre, cela pourrait être décidé suivant des procédures démocratiques à la lumière des circonstances et de l'expérience. La limitation pourrait porter sur le nombre d'employés, ou la valeur des biens capitaux, et varier suivant les secteurs. Un des principes possibles serait qu'au-delà de cette limite l'entreprise ait à choisir, soit de se transformer en coopérative, soit d'être nationalisée moyennant indemnisation de l'entrepreneur initial ».¹²³

Désigner malgré tout l'échelle comme facteur décisif ne peut qu'entretenir la confusion. La « préférence inhérente » que prône Nove pour la petite unité se fonde sur les arguments déjà cités tels le désir de « soustraire l'ouvrier de l'aliénation de la grande entreprise », de lui fournir un « cadre d'intéressement favorable à son épanouissement », (et, pourrait-on ajouter, sur l'espoir de pouvoir y arriver par ce biais).

c) L'atomisation, instrument du statu quo

[Retour à la table des matières](#)

Mais le résultat déterminant de la recherche de la petitesse n'est-il pas l'atomisation, l'isolement, la parcellisation dans des activités fondées sur les intérêts individuels et locaux, reliées par les mécanismes d'un marché qui les domine et leur impose ses lois ? N'est-il pas l'affaiblissement conséquent d'une masse dispersée, « hors d'état de nuire », face aux pouvoirs constitués d'un État qui lui est étranger, placé au-dessus d'elle et d'autant moins menacé qu'il puise sa force de cette dispersion ?

Nul étonnement donc à voir les pouvoirs existants, à l'est comme à l'ouest, s'accommoder, sous une forme ou sous une autre, du « Small is beautiful ». La formule de la gestion des moyens de production par ceux qui les utilisent

¹²³ Idem, p. 263.

« en toute indépendance par rapport à l’État » est une formule trompeuse. L'autogestion locale de bribes de moyens de production n'est « indépendante de l’État » que dans la mesure où elle contribue à le maintenir en place, où elle évacue, en gardant dans l'isolement une population fractionnée et fermée sur ses préoccupations locales, la tâche centrale de la marche au socialisme qu'est l'action concertée en vue de la conquête du pouvoir politique par la grande majorité de la population et la mise en place des moyens démocratiques de la gestion planifiée de l'économie. L'aspect apparemment lointain de la pleine réalisation de cet objectif n'autorise d'aucune manière à minimiser l'importance des premiers pas à faire dans sa direction et surtout à fermer les yeux sur ce qui, en fait, détourne dans des voies sans issue l'action essentielle à engager.

Les milliers de petites unités de production privées qui ont vu le jour dans le cadre de la réforme hongroise, corrélativement avec un renforcement considérable du rôle du marché, peuvent sans doute être acclamées comme une forme d'application du principe « Small is beautiful », renforçant le « sentiment d'appartenance » d'une fraction de la population face aux affaires qu'elle est ainsi amenée à gérer. Mais, il va sans dire que cette réforme n'a signifié aucune modification du contrôle répressif, absolu de la bureaucratie au pouvoir sur toutes les facettes de la vie économique, politique et sociale. On pourrait même ajouter sans trop se tromper que l'introduction de la réforme avait précisément pour objectif de consolider le pouvoir d'État.

Il en est de même des petites unités que sont les « brigades de travail » introduites en URSS depuis la fin des années '70, de même que dans d'autres pays d'Europe de l'est dont la Bulgarie. Nove y voit une illustration intéressante du principe « Small is beautiful ». Si on y regarde de près, ces unités ont été mises en place pour un seul et unique but par la bureaucratie. Les brigades de travail sont fondamentalement un instrument de contrôle répressif du travail, un moyen de hausser la productivité en forçant les travailleurs à effectuer un auto-contrôle sur leur rendement et à décerner eux-mêmes les pénalités aux moins productifs. Il s'agit « d'avoir raison », comme le dit Nove, « de la passivité ou de l'attitude souvent négative des ouvriers face au travail ». ¹²⁴

Autogestion, rachat d'entreprises par les travailleurs, participation à la propriété, à la gestion et aux profits (et pertes), sont les formes que prennent en régime capitaliste les projets de pouvoir dans l'entreprise, de gestion à petite échelle des moyens de production. Ici, le « sentiment d'appartenance » et l'intéressement des travailleurs à « leur » entreprise vue comme le lieu de la coexistence harmonieuse du travail et du capital, sont un atout précieux du statu quo, de la survivance du capital. La prise en main et la gestion des moyens de production au niveau de l'entreprise apparaissant comme un

¹²⁴ Idem, p. 281.

substitut à leur appropriation nécessaire au niveau de l'ensemble de l'économie par la collectivité, voile la nécessité de l'organisation et de l'action politique autonomes, sur une base de classe, condition essentielle pour réaliser cette appropriation sans laquelle le pouvoir dans l'entreprise ou à tout autre niveau demeure une illusion. À cette action politique nécessaire, visant le plus haut niveau, celui de l'État, il n'y a pas de substitut économique, qui escompterait voir surgir de l'addition de bribes de pouvoirs économiques, entreprise par entreprise, le contrôle de la collectivité sur l'ensemble.

« Small is beautiful » et « socialisme » du pauvre

[Retour à la table des matières](#)

L'attachement de Nove au « Small is beautiful » l'amène à y voir une avenue naturelle pour le « socialisme du développement ». Nove considère en effet trois transitions différentes : du capitalisme au socialisme, du « socialisme » (c'est-à-dire le régime actuel des pays de l'est) au socialisme, et le « socialisme du développement ».

À la question « quel type de socialisme, quel mode de développement rechercher », Nove évoque deux possibilités :

« Un pays pourrait choisir de se lancer dans la foire d'empoignes à l'industrialisation. Il pourrait au contraire choisir de suivre des doctrines faites d'un assortiment de populisme russe et d'Ivan Illitch [...] » ¹²⁵

La seconde formule est celle qui rejette le « mode de vie occidental », s'inspire des institutions communautaires traditionnelles, limite en conséquence rigoureusement les importations de technologie occidentale, décourage ou proscriit les investissements occidentaux, cultive « la vie simple », les efforts personnels dans les villages, la coopération rurale. Nove donne l'exemple de deux pays qui se seraient engagés dans ce « socialisme du développement ». Il s'agit de la Birmanie et du Kampouchéa ! Dans ce dernier cas, explique-t-il, la politique en question a été *imposée* sous une forme « fanatique, extrême et brutale au peuple cambodgien ». Mais sans « l'extrémisme meurtrier du régime de Pol Pot », cela n'en demeure pas moins, dit-il, « une

¹²⁵ Idem, p. 235.

variante possible de l'idée socialiste »¹²⁶ Il faut reconnaître ici que le morceau est assez difficile à avaler. Les spectateurs du film « Killing fields » seront sûrement intéressés de découvrir par quel chemin on accède à cette variante de « l'idée socialiste ». Mais poursuivons la lecture de Nove.

« Si la grande masse des citoyens aspire à un socialisme à la Michailovsky-et-à-la-Ilitch (c'est-à-dire à l'assortiment de populisme russe et d'Ivan Illitch déjà mentionné), et s'il est possible de faire abstraction du problème de défense nationale, il serait mal séant qu'un étranger soulève des objections doctrinales. Une idéologie à coloration socialiste peut aider à lutter contre le capitalisme et les propriétaires terriens. Le commerce extérieur peut être réduit au minimum nécessaire pour obtenir les importations indispensables [...] L'ennui c'est que de nombreux pays en voie de développement ont dépassé le stade où cette voie était une alternative ».¹²⁷

Le « socialisme du développement », « socialisme » de la pénurie, de l'autarcie, du refus de l'industrialisation, semble être ici pour Nove une perspective réelle. Dans ce schème de pensée, la pénurie n'est pas, comme l'expliquaient Marx et Engels, le point de départ de la lutte pour le nécessaire, et le cas échéant, du retour à la barbarie, dont le régime meurtrier de Pol Pot au Kampouchéa à la fin des années '70 est un exemple singulier. Pourtant, quelques pages plus tôt, Nove rappelle que « Marx a justement *souligné* qu'un "socialisme" du partage de la rareté ne pouvait être qu'un avorton », qu'Engels « a cru, à *juste titre*, qu'une certaine abondance matérielle, ou à tout le moins la fin de la pénurie, était une condition *sine qua non*, nécessaire (mais non suffisante), *de toute espèce de socialisme envisageable* ».¹²⁸

Si Nove voit malgré tout le « socialisme du développement » comme une perspective réelle, « l'ennui » cependant, selon lui, est que de nombreux pays en voie de développement ne peuvent plus aujourd'hui s'engager dans cette voie. Ils ont en quelque sorte raté le virage de l'infiniment petit, du « Small is beautiful ». Alors qu'ils aspiraient à la « vie simple », ils sont déjà contaminés par l'industrialisation qui est désignée comme la « clé de la dépendance ». La non-industrialisation en retour, serait-elle la clé de l'émancipation ?

Mais comment peut-on imaginer que des îlots de « socialisme » sous-développés puissent subsister, se soustraire de l'économie mondiale et se replier sur eux-mêmes, a fortiori dans un monde où les puissances rivales, qui fondent leur force sur leur développement industriel, se sont déjà depuis

¹²⁶ Idem, pp. 235-236.

¹²⁷ Ibidem. La parenthèse est de L.G. Les points de suspension remplacent la phrase déjà citée : « Sans l'extrémisme meurtrier du régime de Pol Pot, c'est une variante possible de l'idée socialiste ».

¹²⁸ Idem, p. 198.

longtemps partagé le monde et continuent à s'affronter pour se disputer la moindre parcelle de terrain, la moindre zone d'influence ? Comment imaginer un monde en pièces détachées avec, par ci par là, des bribes d'un « socialisme » sous-développé, isolé, replié sur lui-même, vivant une vie pastorale, coexistant avec le modernisme dernier cri, les voyages planétaires, etc. des pays capitalistes industrialisés, et l'austérité en complets noirs des bureaucrates régnant sur le « socialisme » à la soviétique qui auront consenti en toute complaisance à « libéraliser » l'économie via l'extension du marché et la création de petites entreprises privées ?

Les processus ne sont pas séparés de cette manière. Ils ne se déroulent pas en vase clos, indépendamment les uns des autres dans trois mondes différents, l'ouest capitaliste, l'est « socialiste » et le sud sous-développé. Il s'agit au contraire d'un seul et même processus intégré même s'il est différencié. Il procède de la lutte mondiale des classes et de l'aspiration à l'émancipation des conditions matérielles de la vie. Cette aspiration est commune à tous les peuples de l'univers. L'industrialisation qui est le moyen par lequel l'impérialisme étend sa domination des pays sous-développés est en même temps la base matérielle de leur émancipation comme de celle du reste du monde. Cette émancipation exige la poursuite de la lutte anti-impérialiste jusqu'à la victoire, lutte qui ne saurait être mieux défaite qu'en s'engageant dans le cul de sac des aventures qui tournent le dos aux tâches dictées par le mouvement de l'histoire et recherchent des solutions dans le repli sur soi et le retour en arrière.

9. —

La « voie hongroise »

[Retour à la table des matières](#)

Parlant de la transition du « socialisme » actuel des pays de l'est au socialisme (réalisable), Nove affirme :

« Il doit être clair que le seul moyen d'aller de l'avant est celui qui a été essayé en Hongrie en 1968... *Il n'y a tout simplement aucune autre solution* ». ¹²⁹

Pour appuyer davantage, Nove ajoute :

¹²⁹ Idem, p. 232.

« Un certain nombre d'économistes soviétiques intelligents le disent depuis bien des années ». ¹³⁰

a) Le contenu du « Nouveau mécanisme économique »

[Retour à la table des matières](#)

Rappelons que la réforme hongroise, connue sous le nom de « Nouveau mécanisme économique », introduite en 1968, comprenait un ensemble de mesures qui peuvent être résumées ainsi : ¹³¹

- renforcement du rôle du marché ;
- relâchement des contraintes du plan central qui se voit confiné à la formulation de grands objectifs et à la gestion de secteurs clé, les objectifs du plan pour ce qui est des produits spécifiques devant être formulés à titre indicatif et non plus obligatoire ;
- abolition des objectifs obligatoires du plan en matière de production et d'assortiment ;
- élargissement du champ de décision des entreprises ¹³² dans le domaine de l'embauche, de la production et de l'investissement ;
- mise en oeuvre du plan au niveau de l'entreprise par le biais des contrôles marchands que sont les prix, les taux de change et les contrôles monétaires et fiscaux ;
- rattachement des primes de gestion aux résultats commerciaux, c'est-à-dire aux profits ;
- liaison des prix intérieurs à ceux du marché mondial ;
- suppression partielle du contrôle des prix de gros, de détail et, à un degré moindre, des prix agricoles ;

¹³⁰ Ibidem.

¹³¹ Voir notamment FMI, Hungary : An Economic Survey, Occasional Paper # 15, Washington, Dec. 1982, pp. 2-3 et A. Nove, op. cit., p. 157.

¹³² Il s'agit des entreprises d'État qui demeurent propriété d'État même si elles sont désormais davantage soumises au régulateur qu'est le marché.

- financement des investissements essentiellement par des crédits portant intérêt, l'entreprise étant responsable d'environ la moitié des investissements ;
- division obligatoire au niveau de chaque entreprise des profits après taxes en un fonds d'encouragement (à partir duquel primes et augmentations de salaires sont payées) et d'un fonds de développement (destiné au financement des investissements) - cette mesure étant destinée à favoriser la « décentralisation » des normes salariales et des décisions d'investissement ;
- suppression des quotas de livraison obligatoire dans l'agriculture ;
- feu vert à la mise sur pied de petites entreprises privées.

Initiée en 1968, la réforme devait connaître dès le début des années '70 des modifications impliquant un renforcement du contrôle central et la mise en veilleuse du « Nouveau mécanisme » de 1972 à 1978. Ces modifications, reflétant les profondes contradictions au sein de la bureaucratie, étaient provoquées par les nouveaux problèmes posés d'abord par la mise en oeuvre de la réforme elle-même (tendance au surinvestissement sur la base des décisions individuelles des entreprises, développement d'inégalités de revenus et d'insécurité face à l'emploi qui risquaient d'engendrer des tensions sociales) et d'autre part, par la détérioration des termes de l'échange avec l'extérieur (hausse des prix du pétrole et autres matières premières importées) dans le cadre d'une économie désormais plus ouverte sur l'extérieur et plus sensible aux développements économiques mondiaux.

La réforme devait être relancée en 1978. Les traits marquants de son nouveau souffle sont incontestablement l'alignement plus direct des prix intérieurs sur les prix mondiaux dont ils doivent refléter plus fidèlement les fluctuations, et les mesures destinées à réaffirmer le principe de la rentabilité comme principe directeur de la prise de décisions au niveau de l'entreprise. Dans la suite logique de ces décisions, on procédait en octobre 1981 à l'unification du taux de change officiel et du taux de change commercial du forint, mesure vue par le FMI comme un premier pas vers la convertibilité de la devise hongroise.¹³³ Il faut signaler parmi les autres mesures s'intégrant dans l'esprit de la réforme hongroise et constituant une menace au monopole d'État du commerce extérieur, les formes diverses de pénétration du capitalisme étranger par le biais d'entreprises mixtes, notamment dans le système

¹³³ FMI, op. cit. p. 3

bancaire, puis l'adhésion de la Hongrie au Fonds monétaire international en 1982.

b) Quel succès économique ?

[Retour à la table des matières](#)

La Hongrie du « Nouveau mécanisme économique » constitue pour de nombreux observateurs le modèle à suivre,¹³⁴ la seule solution « réaliste » de construire le socialisme, la réforme apportant une formule innovatrice, originale, dont l'efficacité serait confirmée par les succès économiques du pays. Qu'en est-il ?

D'abord au niveau général, si on examine la croissance du Produit matériel net (PMN) ou Revenu national (RN) de la Hongrie au cours des trois derniers plans quinquennaux, on constate ceci. Pour le 4e plan (1971-1975), le taux de croissance annuel moyen de la Hongrie est de 6,2%, soit exactement égal au taux moyen de l'ensemble des pays d'Europe de l'est et de l'URSS, taux alors dépassé par la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie.¹³⁵ Pour le 5e plan (1976-1981), l'objectif de croissance était de 5,5% en moyenne par année, toujours égal à l'objectif moyen de croissance pour l'ensemble des pays d'Europe de l'est et de l'URSS. Ici, cependant, ce qui frappe, c'est l'écart entre les objectifs et les résultats du plan. Une seule des cinq années du plan n'a vu cet objectif atteint ou dépassé, soit l'année 1977 avec 7,8% de croissance.

Toutes les autres sont en deçà des 5,5% visés, avec une quasi stagnation pour les années 1979 et 1980 (1,9% et -0,8% respectivement), années qui marquent la relance de la réforme. Les résultats se sont-ils améliorés après ? Pour le 6e plan (1981-1985), on formulait un objectif de croissance de 2,6% - 3,2%. Les résultats obtenus : 2%, 2%, 0%, 1% pour les quatre premières années du plan.

¹³⁴ Charles Bettelheim, jadis spécialiste du « socialisme » de l'URSS avant de répudier ses positions pour épouser la cause du « socialisme » chinois, dit aujourd'hui ne voir d'autre issue que dans une « solution à la hongroise ». C'est le point de vue qu'il défendait notamment dans une conférence donnée à l'UQAM en mars 1983.

¹³⁵ Statistiques tirées de: ONU, Commission économique pour l'Europe, Études sur la situation économique de l'Europe en 1981, Chapitre 3, « L'évolution récente de la situation économique et les plans quinquennaux en Europe orientale et en Union soviétique », Genève, 1982 (GE82-40426).

En ce qui concerne l'inflation, la « libéralisation » a permis une hausse importante du niveau général des prix, dont 35% d'augmentation des prix à la consommation au cours de la période 1975-1980. Une telle hausse se répercute inévitablement sur le pouvoir d'achat. L'effet combiné de la hausse des prix et du blocage du revenu disponible, conséquence directe de la stagnation du revenu national, ont entraîné une baisse du niveau de vie.

La Hongrie arrive au 4^e rang des pays d'Europe de l'est (5^e si on inclut l'URSS) pour l'endettement extérieur face à l'ouest, derrière la Pologne, la RDA et la Roumanie. Par rapport à la taille de sa population cependant, cet endettement est plus élevé que celui de tout autre pays de l'est. On peut dire à juste titre que la dette extérieure per capita de la Hongrie est une des plus élevées du monde. Aucune amélioration sur ce plan n'est prévisible dans un avenir rapproché. Incapable de faire face aux échéances de remboursement, elle doit recourir à de nouveaux emprunts, considérables en 1984 comme le souligne le FMI.¹³⁶ Son adhésion au FMI lui ouvre de nouvelles possibilités sur ce plan, en retour des garanties qu'offre à cette institution clé de l'impérialisme le « mode de gestion souple » de l'économie qu'elle s'est donné.

Le poids très lourd du financement de cette dette (plus de 40% des recettes annuelles d'exportations de marchandises) impose de sérieuses contraintes qui ont des répercussions sur les conditions intérieures de l'économie, entraînant une baisse forcée des investissements et une réduction planifiée de la consommation finale.

Faisant le bilan de la réforme au 13^e congrès du Parti ouvrier socialiste de Hongrie (PSOH), le parti unique de la bureaucratie, en décembre 1984, Janos Kadar, chef de l'État depuis 1956, était forcé de reconnaître cet état de chose :

« Ce n'est qu'en freinant la consommation intérieure que nous avons pu maintenir notre solvabilité ; la diminution des investissements a restreint notre développement technologique et cela ne peut durablement continuer. Dans les prochaines années, il faut une gestion plus intensive... Il faut améliorer l'organisation du travail, la discipline, l'adaptabilité des organismes économiques ». ¹³⁷

À remarquer, les orientations qui se dégagent de ce bilan plutôt négatif : améliorer la discipline au travail, adapter les organismes économiques aux « souplesses » exigées par la réforme. Cela signifie, entre autres, la poursuite des attaques aux droits et acquis des travailleurs, en vue de « rentabiliser »

¹³⁶ FMI, World Economic Outlook, April 1985, Washington, p. 161.

¹³⁷ J. Kadar, « Rapport au 13^e congrès du PSOH », cité par L. Gauthier, « Contradictions au sein de la bureaucratie et résistance des travailleurs », dans La Vérité, no. 596, mai 1985, Paris, p. 62.

l'entreprise : éliminer la garantie du poste de travail et ouvrir la possibilité d'une mutation à un poste inférieur, moins bien rémunéré; supprimer la production non rentable, les « canards boiteux » et permettre les licenciements (avec recyclage et réorientation, continuent d'assurer les dirigeants, mais vraisemblablement vers des postes déqualifiés et pour combien de temps?); accroître la différenciation des salaires entre les entreprises de par leur liaison entre salaires et profits dégagés au niveau de l'entreprise, etc.

Ces perspectives ne sont pas sans conséquences comme l'exprime un des initiateurs de la réforme de 1968 :

« Si l'on se fonde sur des critères purement économiques, 3 à 400,000 personnes perdraient leur emploi dans l'industrie. Cela représente néanmoins 6 à 7% de l'ensemble de la population active, ce qu'aucun pays socialiste n'a le droit de prendre à la légère ». ¹³⁸

On peut facilement comprendre, lorsqu'on voit la bureaucratie s'atteler à ce type de problèmes, l'enthousiasme de George Busch, vice-président des États-Unis, déclarer lors d'une visite à Budapest que « les États-Unis comprenaient et admiraient l'engagement de la Hongrie dans la réforme et la revitalisation de son économie ». ¹³⁹

Rendant compte du 13e congrès du PSOH, le quotidien français Le Monde écrivait au sujet des congressistes :

« Tous ont reconnu que la période récente avait été difficile, que les salaires réels avaient baissé, que des erreurs avaient été commises, mais en ajoutant qu'il n'y avait pas d'autre voie possible que la priorité aux exportations et la réduction de la dette au détriment de la consommation et des investissements. Cette politique sera donc poursuivie, ont expliqué les responsables, tout comme M. Kadar lui-même dans son discours de clôture. Mais un effort sera fait pour réduire les tensions sociales, augmenter les aides aux vieux et aux jeunes les plus défavorisés.

On a aussi promis de penser aux travailleurs qui, comme les mineurs, ne peuvent exercer un "second métier" privé ou dans le cadre d'une collectivité de travail (ce second métier est devenu à peu près indispensable en Hongrie à qui veut pouvoir disposer de revenus décents). "Il faut que le travail principal assure la satisfaction des besoins essentiels", a déclaré M. Kadar, de même qu'il doit être mis fin à certains gains illicites. En un mot, il faut éviter que la réforme n'engendre trop d'injustices et trop de grogne. » ¹⁴⁰

¹³⁸ Cité par L. Gauthier, idem, p. 70.

¹³⁹ Idem p. 65.

¹⁴⁰ Le Monde, 30 mars 1985, p. 4, article de Jan Krauze, intitulé « Hongrie, le 13e congrès du Parti communiste. Fin de règne dans la stabilité pour M. Kadar ».

Mis à part ce verdict qui en dit long sur le « succès » économique hongrois, la référence au « second métier » comme à une bouée de sauvetage indispensable à quiconque veut pouvoir disposer de revenus décents, jette de la lumière sur cette facette tant montée en épingle de la « voie hongroise » qu'est le surgissement de milliers de petites entreprises privées, attribué au génie inventif, à l'imagination créative. Sans porter quelque jugement sur l'imagination de la population hongroise qui est sans nul doute au moins aussi prolifique que celle de n'importe quel autre peuple, on ne peut, sans se tromper, laisser de côté ce qui constitue en fait une explication déterminante de ce foisonnement : la nécessité presque vitale de rechercher dans les temps libres en plus du travail régulier (officiel), le moyen d'accroître un revenu insuffisant par le travail privé.

c) Le remède : poussez plus loin la réforme ?

[Retour à la table des matières](#)

Pour Nove, si les succès de la réforme hongroise demeurent mitigés, en définitive c'est parce que celle-ci n'a pas été appliquée intégralement. D'abord, il se dégage de son appréciation qu'il faut accepter ce qui est fatalement lié à la recherche de l'efficacité, laquelle, se déroulant nécessairement dans le cadre marchand, suppose la concurrence et engendre les inégalités. « N'importe quel système d'incitation, reprend-il à la suite de Janos Kornai, l'un des artisans de la réforme hongroise, doit aller de pair avec des inégalités et, s'il est lié au profit, il se trouvera vraisemblablement en contradiction avec le principe "à travail égal, salaire égal" ». ¹⁴¹

Telle qu'appliquée, la réforme limite les récompenses attribuées au succès, de même que les pénalités imposées à l'échec. Son mécanisme ne peut donc jouer pleinement et ses résultats se laissent attendre. La concurrence restant limitée, son efficacité s'en trouve atténuée. « L'efficacité de la concurrence requiert que l'échec soit sanctionné » ¹⁴². Par ailleurs, il faut s'attendre à ce que d'aucuns ne soient pas prêts à accepter les « vertus » d'un tel verdict : « La

¹⁴¹ A. Nove, op. cit., p. 158.

¹⁴² Idem, p. 162.

concurrence est incompatible avec les intérêts de ceux qui ne la réussissent pas ». ¹⁴³ Cela risque-t-il par exemple de remettre en question une sécurité d'emploi à laquelle sont profondément attachés travailleurs et travailleuses ? « La sécurité d'emploi est naturellement très appréciée, et c'est un phénomène positif, mais le "laisser-aller, la fainéantise", les problèmes de discipline deviennent difficiles à traiter ». ¹⁴⁴ Et qu'en est-il finalement des hausses de prix et des réductions du pouvoir d'achat qu'elles entraînent ? « Une des principales leçons à retenir de l'expérience hongroise est que l'élimination de la demande excédentaire est non seulement nécessaire mais possible, et possible même dans les situations où elle implique des hausses de prix impopulaires. Il était nécessaire que les responsables de la politique, économique hongroise surmontent leurs appréhensions politiques et les pressions de ceux qui, hostiles aux réformes faisant une plus grande part au marché, étaient prêts à exploiter l'impopularité des augmentations de prix pour les discréditer ». ¹⁴⁵

Et voilà à l'œuvre les sanctions du marché dans la société « socialiste » (ou en marche vers le « socialisme ») ! Pour Nove, il n'y a pas d'autre choix si on veut rejeter l'arbitraire bureaucratique. Il n'y a que deux formules possibles et elles sont l'une comme l'autre génératrices d'inégalités. « Dans un cas comme dans l'autre, des primes importantes sont versées à la direction, la différence cruciale portant sur la nature des critères utilisés pour déterminer la prime » ¹⁴⁶ Mais, dans un cas comme dans l'autre pourrait-on ajouter, ces primes importantes sont toujours versées à la direction. Seul un déplacement à l'intérieur de cette couche parasitaire a été effectué. Aussi est-ce avec un certain étonnement qu'on voit Nove citer les propos suivants du sociologue hongrois Ivan Szelenyi selon qui « les prix élevés auxquels l'offre et la demande s'équilibrent servent les intérêts de la classe ouvrière, parce que, en cas de pénurie, les "administrateurs" de cette pénurie se transforment en bénéficiaires par la petite porte » ¹⁴⁷

d) Pas d'autre issue que la « voie hongroise » ?

[Retour à la table des matières](#)

¹⁴³ Ibidem.

¹⁴⁴ Idem, p. 158.

¹⁴⁵ Idem, p. 159.

¹⁴⁶ Idem, p. 162.

¹⁴⁷ Idem, p 166.

Dire si oui ou non les prix élevés servent les intérêts de la classe ouvrière, appartient en définitive à la classe ouvrière elle-même. Et il semble bien qu'elle ait déjà commencé à exprimer son opinion propre si on se fie aux déclarations mêmes des dirigeants du parti. Les tensions et la « grogne » auxquelles ils font allusion, n'ont pas encore atteint, loin de là, l'ampleur de celles qui traversent la Pologne depuis 1980. Elles n'en sont pas moins existantes. Elles tentent pour l'instant de se frayer un chemin dans divers regroupements d'opposition, à travers diverses formes de résistance incluant les grèves. Elles s'expriment dans des écrits comme ceux du Samizdat hongrois qu'est le Bulletin Beszélo, dans les actions du mouvement indépendant pour la paix, dans les comités de défense des minorités,¹⁴⁸ dans les actions de solidarité avec le mouvement en cours en Pologne. L'opposition hongroise, certes, est traversée par diverses tendances, dont certaines même ouvertement restaurationnistes. Indépendamment de son manque d'unité et de son inorganisation actuelle, cette résistance est tout entière tournée contre la bureaucratie.

Les reculs des conditions de vie et de travail imposées par la « rationalité » marchande du « Nouveau mécanisme économique » hongrois constituent la base objective de l'affrontement avec la bureaucratie et du renouement avec le mouvement historique de la révolution hongroise des conseils¹⁴⁹ de 1956. Comme l'exprime le dissident Lazlo Rajk, « Le programme des ouvriers ? Ils veulent bien vivre, ils sont très attachés à leurs acquis ».

Tel est le point de départ de la lutte contre la domination du marché et contre la domination de la bureaucratie.

Il n'y a « tout simplement pas d'autre voie » que la voie hongroise ? Le temps révélera ce qu'en pense la masse de la population de Hongrie, et d'ailleurs.

Louis Gill, le 9 août 1985.

¹⁴⁸ Des articles parus dans le Beszélö ont été publiés en français dans le No. 2 (mai 1985) de la revue Diazonale est-ouest, publiée à Paris.

¹⁴⁹ Le premier numéro du Beszélö est paru en octobre 1956, vingt-cinquième anniversaire du déclenchement de la révolution des conseils.

Cahiers de recherche récents

Université du Québec à Montréal

Département des sciences économiques (D)

Laboratoire de recherche sur l'emploi,
la répartition et la sécurité du revenu (L)

[Retour à la table des matières](#)

Numéro	Auteur(s)	Titre
3301L	Diane Bellemare	LES STRATÉGIES COLLECTIVES FACE À LA RETRAITE ET LES VALEURS QUI LES SOUS-TENDENT
8301D	Pierre Lefebvre	LES PROFESSEURS DANS LA HIÉRARCHIE DES REVENUS AU QUÉBEC : QUELLE POSITION ?
8302L	Yvon Fauvel	RÉGIMES PUBLICS DE RETRAITE, CONTRAINTE À L'EMPRUNT, "MYOPIE" DES CONSOMMATEURS ET FONCTION AGRÉGÉE DE CONSOMMATION
8302D	Michel Bergeron	SOME MISUNDERSTANDING ON TAX EXPENDITURES
8303L	Pierre Lefebvre et Francine Mayer	SUR LA CONSTRUCTION D'UNE MATRICE DE COMPTABILITÉ SOCIALE QUÉBÉCOISE: CONCEPTS, CATÉGORIES SOCIO-ÉCONOMIQUES, SOURCES STATISTIQUES ET PROCÉDURES
8303D	Claude Fluet	SOCIETY DOES BENEFIT FROM FEASIBLE PRICE INSTABILITY

8304D John McCallum GOVERNMENT
DEFICITS :HISTORICAL ANALYSIS AND PRESENT POLICY
ALTERNATIVES

8305D Claude Fluet et Pierre Lefebvre RELATIVES PRICES,
FACTOR INCOME AND THE SHARING OF TOTAL FACTOR
PRODUCTIVITY GAINS

8306D Emile Allie et Pierre Lefebvre L'AIDE SOCIALE ET LE
SUPPLÉMENT AU REVENU DE TRAVAIL: UNE SIMULATION
ÉCONOMIQUE DES REVENUS (SALAIRES) DE RESERVE

8307D John McCallum THE ANTI-INFLATION BOARD AND
THE EXTERNAL BALANCE CONSTRAINT

8308D Ruth Rose-Lizée WOMEN AND PENSION REFORM

8309D John McCallum A GENERALIZED CREDIBILITY
HYPOTHESIS : THEORY AND EVIDENCE

3310D Clément Lemelin L'OFFRE D'ÉDUCATION : COÛTS,
PRODUCTIVITÉ ET EFFICACITÉ

Page 2

8401L Paul Bodson et Paul-Martel Roy L'ADAPTATION À UNE SITUATION PROLONGÉE DE CHÔMAGE : UN MODÈLE D'ANALYSE

8401L (a) Paul Bodson et Paul-Martel Roy ADJUSTMENT TO UNEMPLOYMENT OF LONG DURATION, A MODEL OF ANALYSIS

8401D Helen Boss UNPRODUCTIVENESS FALLACY AND MATERIAL FALLACY IN THE ECONOMICS OF DAS KAPITAL : IMPLICATIONS FOR BOUNDARIES, VALUE AND WELFARE

8402L Diane Bellemare LE PLEIN~EMPLOI : UN OBJECTIF TECHNIQUEMENT RÉALISABLE MAIS UN DÉFI POLITIQUE

8402D Louis Gill UN TOURNANT DANS LA SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE

8403D Claude Fluet STOCKAGE SPÉCULATIF ET EFFETS REDISTRIBUTIFS DE L'INFORMATION PROSPECTIVE

8404D John McCallum UNEMPLOYMENT IN OECD COUNTRIES :TESTS OF ALTERNATIVE EXPLANATIONS

8405L Claude Fluet et Pierre Lefebvre DUALITÉ ÉCONOMIQUE, SURPLUS SECTORIELS DE PRODUCTIVITÉ GLOBALE ET RÉMUNÉRATION DES FACTEURS : UNE ANALYSE THÉORIQUE ET UNE APPLICATION AUX INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES CANADIENNES

8406D Ishaq Nadiri, P. Mohnen, Ingmar R. Prucha R AND D, PRODUCTION STRUCTURE AND PRODUCTIVITY GROWTH IN U.S., JAPANESE, AND GERMAN MANUFACTURING SECTORS

8407D Claude Fluet et Pierre Lefebvre THE SHARING OF TOTAL FACTOR PRODUCTIVITY GROWTH IN CANADIAN MANUFACTURING, 1965-1980

8408L Francine Mayer et Paul-Martel Roy ASPECTS DYNAMIQUES ET IMPLICATIONS THÉORIQUES DE LA STRUCTURE DU CHÔMAGE AU QUÉBEC

8409L René Padieu LA CRISE ÉCONOMIQUE ET LE PARTAGE DES GAINS DE PRODUCTIVITÉ

8410L Pierre Lefebvre LA CRISE DE L’ÉTAT PROVIDENCE,
LES RÉGIMES PUBLICS D’INVALIDITÉ ET LES PRINCIPES
D’ASSURANCE SOCIALE

Page 3

8501D Yvon Fauvel L'INCIDENCE DES RÉGIMES PUBLICS DE PENSIONS: FONDEMENTS MICRO-ÉCONOMIQUES ET CARACTÉRISATION INSTITUTIONNELLE DU MODÈLE DE FELDSTEIN

8502D Claude Fluet et Pierre Lefebvre LA CLAUSE D'ENRICHISSEMENT COLLECTIF" DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES ET LES GAINS DE PRODUCTIVITÉ AU QUÉBEC

8503D Louis Phaneuf RIGIDITÉS DE PRIX CONTRACTUELLES, ANTICIPATIONS RATIONNELLES ET CYCLE ÉCONOMIQUE

8504L Claude Fluet NOTE SUR LA DYNAMIQUE DES COÛTS DES RÉGIMES DE PROTECTION DU REVENU TOTALEMENT OU PARTIELLEMENT CAPITALISÉS

8505D Yvon Fauvel LA THÉORIE DES RENTES PUBLIQUES : UNE REMISE EN QUESTION DU CADRE THÉORIQUE DOMINANT

8506D Helen Boss MIND OVER MATTER IN THE ADOPTION OF THE SOVIET MATERIAL PRODUCT SYSTEM ? - THE GERSCHENKRON - KEYNES CONTROVERSY REVISITED

8507D John McCallum WAGE GAPS, FACTOR SHARES, AND REAL WAGES

8508D John McCallum et André Blais GOVERNMENT, SPECIAL INTEREST GROUPS AND ECONOMIC GROWTH

8509D Pierre Mohnen et Ishaq Nadiri COÛTS D'AJUSTEMENT ET PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DANS QUATRE PAYS DE L'OCDE.

8510D John McCallum TWO CHEERS FOR THE ANTI-INFLATION BOARD

8511D Claude Fluet BENASSY ET LA MACROÉCONOMIE DU DÉSÉQUILIBRE

8512D Jean Mirucki ECONOMIC DEVELOPMENT AND LOGLINEARITY IN THE RANK-SIZE DISTRIBUTION OF AN URBAN SYSTEM.

8513D Claude Fluet THE PRESENT VALUE SUM OF
CONSUMER'S SURPLUSES AS A WELFARE INDEX.

8514L Paul Bodson et L'AJUSTEMENT à UNE SITUATION
DE CHÔMAGE

Jean Stafford PROLONGE.STRESS ET SANTÉ.

Page 4

8515L Paul Bodson et Paul-Martel Roy L'AJUSTEMENT À UNE SITUATION PROLONGÉE DE CHÔMAGE. ASPECTS ÉCONOMIQUES.

8516D Helen H.M. Boss SCOPE, VALUATION AND NETNESS IN ECONOMICS FROM PETTY TO CONDILLAC.

3517D Steve Ambler GENERALIZED POLICY EXPERIMENTS IN PERFECT FORESIGHT MODELS USING LAPLACE TRANSFORMS.

8518D Louis Gill SUR "LE SOCIALISME SANS MARX" D'ALEC NOVE.

Fin du texte.